

**OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX
DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS
DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT**

**ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS
de l'exercice terminé le 31 décembre 1982
et
RAPPORT DU COMITÉ
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-HUITIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 5 C (A/38/5/Add.3)



NATIONS UNIES

New York, 1983

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

Chapitres

Pages

LETTRE D'ENVOI	v
I. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	1
II. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	9
III. ETATS FINANCIERS DU FONDS GENERAL POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1982	10
Etat I. Crédits, dépenses et engagements pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982	11
Etat II. Recettes, dépenses et engagements	12
Etat III. Recettes, dépenses et engagements pour les secours d'urgence au Liban	13
Etat IV. Fonds de roulement (réserve d'exploitation)	14
Etat V. Actif et passif	16
Tableaux relatifs aux comptes :	
A. Dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1982	18
B. Engagements pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982	29
C. Centres de production et de vente pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982	36
D. Contributions de gouvernements pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982	37
E. Contributions d'organismes des Nations Unies pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982	45
F. Contributions de sources non gouvernementales pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982	46
G. Contributions du Fonds spécial de l'OPEP pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982	49
H. Contributions de gouvernements pour les secours d'urgence au Liban pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982	50

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Pages</u>
I.	Contributions d'organismes des Nations Unies aux secours d'urgence au Liban pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982 53
J.	Contributions de sources non gouvernementales pour les secours d'urgence au Liban pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982 54
K.	Recettes accessoires pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982 58
L.	Règlement d'engagements d'exercices antérieurs durant la la période de 12 mois terminée le 31 décembre 1982 59
	Notes explicatives concernant les états financiers du Fonds général pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982 64
IV.	ETATS FINANCIERS DE LA CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL REGIONAL POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1982 68
Etat I.	Actif et passif 69
Etat II.	Compte de répartition des recettes 70
Etat III.	Excédent non réparti 71
	Tableau relatif à l'état :
	Placements et revenu des placements pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982 72
	Notes explicatives concernant les états financiers de la Caisse de prévoyance du personnel régional pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982 74
V.	ETATS FINANCIERS DU FONDS DU CAMP DE BAYSSARIEH POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1982 76
Etat I.	Compte d'exploitation pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982 77
Etat II.	Actif et passif au 31 décembre 1982 78
	Notes explicatives concernant les états financiers du Fonds du Camp de Bayssarieh pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982 79
VI.	RECAPITULATION DES GRANDS PRINCIPES DE COMPTABILITE 80

LETTRE D'ENVOI

Le 16 juin 1983

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les états financiers de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient au 31 décembre 1982. Le Comité des commissaires aux comptes les a examinés, et l'opinion des commissaires aux comptes est jointe auxdits états.

Je vous prie de bien vouloir trouver également ci-joint le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes de l'Office pour l'exercice 1982.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Premier Président de la
Cour des comptes de
Belgique,

Président du Comité des
commissaires aux comptes
de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) H. VREBOS

Monsieur le Président de
l'Assemblée générale
des Nations Unies
New York

Introduction

1. Conformément à l'article XII du règlement financier de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les comptes de l'Office pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982.
2. La vérification a été effectuée conformément aux dispositions de l'article XII du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et de l'annexe audit règlement, et conformément aux normes communes de vérification des comptes adoptées par le Groupe de vérificateurs extérieurs des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ces vérifications ont été faites au siège de l'Office à Vienne et dans les bureaux extérieurs de l'Office en Jordanie et en Cisjordanie.
3. La pratique du Comité des commissaires aux comptes consistant à rendre compte des résultats d'opérations spécifiques de vérification des comptes a été maintenue pendant l'exercice considéré, et des lettres contenant des observations et recommandations détaillées sur la vérification des comptes ont été adressées à l'Administration. Cette pratique a permis au Comité de mener un dialogue continu avec l'Administration.

Résumé des conclusions

4. Notre vérification a fait apparaître que les dispositions figurant à l'article 9.8 du règlement financier de l'UNRWA et dans l'instruction budgétaire No 4 de l'UNRWA concernant le report de fonds d'un exercice à l'autre n'avaient pas été dûment respectées et que les bureaux extérieurs, avant de solliciter l'approbation du siège pour procéder à des reports, n'avaient pas examiné avec soin le bien-fondé de ces reports.
5. Nous avons constaté en outre que le nouveau système de rémunération des fonctionnaires recrutés sur le plan local, fondé sur des enquêtes approfondies concernant les conditions de travail offertes à l'échelon local au personnel occupant des emplois comparables dans le secteur public et le secteur privé, n'avait pas été encore appliqué dans le bureau extérieur de Jordanie. De plus, nous avons constaté que les crédits prévus au titre des augmentations de traitements pour les fonctionnaires de ce bureau extérieur n'avaient pas été correctement calculés.
6. Nous jugeons par ailleurs utile d'apporter des précisions concernant certains des montants figurant dans les comptes de l'Office pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982.
7. En ce qui concerne les achats, nous sommes d'avis que les listes de fournisseurs agréés et éventuels devraient être fondées sur des fiches d'évaluation des vendeurs où seraient consignées les appréciations relatives aux prestations fournies, et nous pensons que les appels d'offres devraient s'adresser à un nombre plus grand de concurrents.

8. Notre examen de certains contrats a fait apparaître que, dans deux cas, des engagements avaient été contractés alors que l'Office n'y était pas juridiquement tenu; dans des cas de ce genre où, contrairement à l'Administration, nous estimons qu'il s'est agi de versements à titre gracieux, nous avons recommandé que l'Office sollicite l'avis du Conseiller juridique avant de signer un contrat.

9. Nous avons noté en outre qu'il n'était pas établi d'état des stocks à faible taux de rotation, ce qui aurait pourtant permis à la Division des fournitures de l'Office de vérifier si certaines des commandes provenant de bureaux extérieurs ne pouvaient pas être fournies par d'autres bureaux extérieurs.

10. En ce qui concerne la perte de biens lorsque la responsabilité d'un fonctionnaire est engagée, nous avons émis l'opinion que la décision de réclamer ou non au fonctionnaire le remboursement des sommes correspondant à la perte subie devrait être prise en dernière instance par le siège de l'UNRWA et que seul le Commissaire général devrait être habilité à passer outre aux décisions du Comité de contrôle du matériel.

11. Nous avons également recommandé qu'en cas d'accident automobile, le Comité de contrôle du matériel du siège évalue pour son propre compte les circonstances de l'accident et détermine les responsabilités, sans attendre les résultats de l'action en justice. A cet égard, nous avons appelé l'attention de l'UNRWA sur la pratique en vigueur à l'Organisation des Nations Unies, selon laquelle il n'est procédé au recouvrement des pertes subies auprès des conducteurs que lorsqu'a été relevé contre ceux-ci une "imprudence flagrante".

12. Nous avons constaté que dans bien des cas les raisons du déplacement ne figurent pas clairement sur le formulaire d'autorisation de voyage et nous avons recommandé que des mesures soient prises pour remédier à cet état de choses.

13. Enfin, nous avons recommandé que les directives et les instructions émanant de l'UNRWA soient modifiées de manière à définir clairement les circonstances justifiant l'emploi de personnel temporaire et que le formulaire de demande soit révisé de manière à ce qu'y apparaissent les renseignements nécessaires à l'évaluation de la nécessité de recourir à ce personnel.

Contrôle budgétaire

14. Suivant les dispositions de l'article 9.8 du règlement financier de l'UNRWA et de l'instruction budgétaire No 4, on peut, à la fin d'un exercice, reporter des fonds sur l'exercice suivant dans la mesure où ce report concerne uniquement des éléments de dépenses non renouvelables et dont l'exécution ou bien est effectivement en cours ou bien continue de se justifier sans que le financement puisse raisonnablement en être assuré au moyen des crédits prévus pour le nouvel exercice.

15. Notre examen a fait apparaître que, contrairement à ces dispositions, certains objets de dépenses renouvelables avaient été reportés de l'exercice 1981 sur l'exercice 1982 et que d'autres reports pouvaient difficilement être considérés comme s'appliquant à des éléments de dépenses en cours d'exécution ou dont l'exécution était clairement justifiée.

16. Nous avons en outre constaté que certains des fonds reportés de l'exercice 1982 sur l'exercice 1983 concernaient des achats à comptabilisation directe qui avaient déjà été réglés en 1982 et imputés sur des comptes de marchandises en transit qui, toutefois, n'avaient pas été apurés à la fin de l'exercice.

17. Enfin, nous avons noté que les bureaux extérieurs n'avaient pas examiné avec soin la nécessité de procéder à des reports de fonds avant d'en demander l'autorisation au siège.

18. Nous avons recommandé que les dispositions figurant à l'article 9.8 du règlement financier de l'UNRWA et dans l'instruction budgétaire No 4 soient strictement observées. A cet égard, bien qu'on ait précisé que le siège rectifiait les demandes soumises par les bureaux extérieurs, ceux-ci devraient avoir pour instruction d'examiner soigneusement le bien-fondé des reports d'un exercice à l'autre, avant de solliciter l'autorisation du siège.

19. L'Administration a accepté nos observations et recommandations et s'est engagée à prendre les mesures voulues pour remédier à cette situation à l'avenir.

Augmentations de traitements

20. D'après le rapport annuel du Commissaire général de l'UNRWA sur les activités de l'Office pour la période allant du 1er juillet 1980 au 30 juin 1981 1/, un nouveau système de rémunération des fonctionnaires recrutés sur le plan local a été mis en place dans chacun des bureaux extérieurs de l'Office; ce système est fondé sur des enquêtes approfondies concernant l'ensemble des conditions de travail offertes à l'échelon local au personnel occupant des emplois comparables dans le secteur public et le secteur privé.

21. Nous avons noté toutefois que ce système d'enquêtes approfondies a été appliqué dans tous les bureaux extérieurs sauf celui de Jordanie, dont les fonctionnaires n'ont pas encore réclamé l'application du nouveau système. Par suite, leurs rémunérations sont encore ajustées en fonction du système d'indexation des traitements sur l'évolution du coût de la vie (COLA) décrit dans les annexes II et III du mémorandum d'accord daté du 23 octobre 1979 2/; ce système tient compte de la rémunération versée par des employeurs comparables et des fonds disponibles.

22. Nous avons noté en outre que dans le budget de 1982 comme dans celui de 1983 les crédits prévus pour les augmentations au titre du régime d'indexation des traitements sur l'évolution du coût de la vie avaient été calculés uniquement sur la base des indices du coût de la vie.

23. Nous avons donc recommandé que des mesures soient prises pour appliquer dès que possible le nouveau système de rémunération en Jordanie et qu'en attendant, les crédits prévus au titre des augmentations de traitements pour les fonctionnaires de ce bureau extérieur soient calculés en tenant compte de toutes les conditions définies dans les annexes II et III du mémorandum d'accord daté du 23 octobre 1979.

24. L'Administration a d'ores et déjà pris des mesures pour réexaminer la méthode de calcul des réserves destinées aux augmentations de traitements et elle a ajusté en conséquence les crédits inscrits au budget de l'exercice 1983.

Comptes

Contributions des gouvernements

a) Contributions pour 1982

25. Les contributions annoncées par des gouvernements pour 1982 se montaient à environ 202,9 millions de dollars, y compris le Fonds extraordinaire pour le Liban. Au 31 décembre 1982, le montant des contributions non encore versées s'élevait à 58,9 millions de dollars. En outre, le solde des contributions non acquittées les années précédentes s'élevait à 6,5 millions de dollars. Nous considérons les mesures prises par l'Office pour obtenir le recouvrement des contributions non versées comme satisfaisantes.

b) Tableau D

26. La contribution d'un montant de 49 565 dollars annoncées par un pays donateur pour 1982 et inscrite dans les comptes comme non acquittée avait en fait été versée en août 1982 au bureau de Rabat du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) mais, pour des raisons que nous ignorons, n'avait pas encore été transférée à l'UNRWA au 31 décembre 1982. L'Office n'a été informé de ce versement qu'au début de 1983 et la somme a été créditée à son compte en mars 1983.

c) Tableau A - page 20

27. Les dépenses figurant dans ce tableau sous les rubriques bourses d'études supérieures en Cisjordanie et bourses d'études supérieures en Jordanie ont été interverties. Les chiffres indiqués pour la Jordanie s'appliquent à la Cisjordanie et vice versa.

Achats

Liste de fournisseurs agréés

28. Outre la liste de fournisseurs agréés établie conformément aux dispositions du paragraphe 8 a) de la section 3, sous-section C du Manuel relatif aux procédures d'achat, l'Office tient également une liste de fournisseurs potentiels.

29. Constatant qu'aucune de ces listes n'était fondée sur des fiches d'évaluation des vendeurs, où seraient consignées les observations relatives à la qualité des prestations fournies, et que le nombre de fournisseurs potentiels était trop limité, nous avons recommandé que l'on établisse des fiches d'évaluation des vendeurs et que les appels d'offres s'adressent à un plus grand nombre de concurrents.

30. L'Administration a répondu que l'établissement de fiches d'évaluation des vendeurs serait la solution idéale mais qu'il en résulterait une charge de travail supplémentaire qu'elle ne pouvait assumer pour le moment.

31. A notre avis, toutefois, il ne faut pas surestimer cette charge de travail supplémentaire, d'autant que cette mesure permettrait à l'avenir d'éviter les échanges de correspondance fastidieux et inopérants avec les fournisseurs qui ont posé des problèmes dans le passé. Nous avons donc insisté sur la nécessité d'établir des fiches d'évaluation des vendeurs.

Versements à titre gracieux

32. Notre examen a fait apparaître que, dans deux cas, des engagements avaient été contractés alors que l'Office n'y était pas juridiquement tenu. Dans un cas, l'Office avait accepté une majoration des prix initialement proposée par un fournisseur pour la seule raison que celui-ci avait donné toute satisfaction dans le passé. Qui plus est, l'avis du Comité des marchés n'avait pas été sollicité. Dans le second cas, le Comité des marchés avait recommandé d'approuver la majoration de prix proposée, en se fondant sur le fait que le soumissionnaire avait déclaré s'être trompé dans son offre initiale.

33. Comme il s'agissait dans les deux cas d'offres fermes, reçues à la suite d'un appel à la concurrence, l'Office aurait pu accepter les soumissions initiales, les marchés étant alors parfaitement valables. Nous avons donc considéré qu'il s'agissait en l'occurrence d'obligations morales acceptées par l'Office comme conformes à son intérêt et que les ajustements constituaient de ce fait des versements à titre gracieux, lesquels, conformément au paragraphe 4 de la Directive d'organisation No 19, doivent être approuvés, suivant les cas, par le Commissaire général ou par le Contrôleur.

34. Tout en reconnaissant que, dans le premier cas, elle aurait dû en référer au Comité des marchés pour qu'il formule une recommandation tendant à approuver la majoration proposée, l'Administration a expliqué qu'elle avait décidé d'accepter les tarifs révisés comme prix forfaitaires, auquel cas l'Office a accepté les révisions de prix, en s'estimant lié par une obligation juridique mais sans avoir demandé au préalable l'avis du conseiller juridique.

35. Nous ne souscrivons pas au point de vue de l'Administration et nous recommandons donc qu'elle sollicite l'avis du conseiller juridique avant de conclure des marchés, lorsque la responsabilité juridique de l'Office n'est pas clairement établie.

Biens fongibles et biens durables

Rapports concernant les stocks inutilisés et les excédents

36. Nous avons noté que, conformément au Manuel relatif aux procédures d'achat, des états des stocks inutilisés et des excédents disponibles dans les bureaux extérieurs sont publiés chaque mois mais qu'aucun effort n'est fait pour déterminer s'il y a des stocks à faible taux de rotation, de sorte que ceux-ci ne peuvent être identifiés sur la base des informations actuellement disponibles.

37. Nous avons recommandé qu'il soit également dressé un état des stocks à faible taux de rotation, ce qui permettrait à la Division des fournitures de vérifier si certaines commandes provenant de bureaux extérieurs ne pourraient pas être fournies par d'autres bureaux extérieurs.

38. L'Administration a souscrit à notre recommandation et a promis d'étudier la question avec la Division du traitement électronique de l'information.

Comité de contrôle du matériel

39. Conformément au paragraphe 9 A iii) de la Directive d'organisation No 12, il appartient au Comité de contrôle du matériel de décider si, à son avis, une responsabilité peut être établie en cas de perte de biens et de communiquer cet avis au directeur de l'administration au siège ou au directeur du bureau extérieur concerné pour suite éventuelle à donner, conformément au paragraphe 6 A de la même directive, où il est dit que le fonctionnaire auquel est confiée la garde de biens est également responsable de leur sauvegarde et de leur état.

40. Il résulte de cette disposition qu'un directeur de bureau extérieur peut décider de donner suite ou non à une recommandation du Comité de contrôle du matériel. S'il estime n'y avoir pas lieu de procéder à un recouvrement auprès d'un fonctionnaire impliqué dans la perte de biens, l'affaire sera close.

41. Nous pensons toutefois que dans tous les cas où la responsabilité d'un fonctionnaire est établie en ce qui concerne la perte de biens, c'est le siège de l'UNRWA qui devrait décider en dernière instance de réclamer ou non au fonctionnaire le remboursement des sommes correspondant à la perte subie et que seul le Commissaire général devrait être autorisé à passer outre aux décisions du Comité de contrôle du matériel.

42. Nous avons noté en outre que, s'agissant des accidents automobiles, certaines affaires étaient restées en suspens du fait que les constats qui devraient servir à déterminer les responsabilités éventuelles n'avaient toujours pas été transmis au Comité de contrôle du matériel du siège. L'Administration a expliqué que dans ces cas, elle préférerait attendre le résultat de l'action en justice.

43. Nous estimons toutefois que le Comité de contrôle du matériel devrait, en cas d'accident, évaluer pour son propre compte les circonstances de l'accident et déterminer de façon indépendante les responsabilités des dommages causés.

44. En outre, comme il n'existe aucune règle définissant le degré d'imprudence à partir duquel, en cas d'accident automobile, un fonctionnaire est tenu de rembourser à l'Office le montant des pertes subies, nous avons attiré l'attention de l'UNRWA sur la procédure de l'Organisation des Nations Unies en vertu de laquelle il n'est procédé au recouvrement des pertes subies auprès des conducteurs que lorsqu'a été relevée contre ceux-ci une "imprudence flagrante". Nous avons recommandé que l'UNRWA, en se guidant sur ce principe, formule des directives appropriées concernant la marche à suivre dans les cas où il s'agit d'établir la responsabilité d'un fonctionnaire.

Frais de voyage

Autorisation de voyage

45. Notre examen ayant fait apparaître que, dans de nombreux cas, le motif du voyage n'était pas clairement indiqué dans la demande d'autorisation de voyage, nous avons recommandé qu'il soit mentionné brièvement sur le formulaire ou sur les documents joints en annexe afin de permettre de contrôler le bien-fondé et la durée du voyage ainsi que l'itinéraire suivi. Ces procédures permettraient de limiter les voyages aux besoins opérationnels de l'Office.

46. L'Administration a répondu que le contrôle des voyages incombe aux chefs de département, qui approuvent les plans de mission annuels, mais elle a néanmoins reconnu qu'il fallait peut-être appliquer les procédures de manière plus stricte et elle a rappelé aux chefs de département leurs responsabilités en ce domaine.

47. Nous avons malgré tout recommandé que les fonctionnaires voyageant aux frais de l'Office soient tenus de justifier leurs déplacements en fournissant par écrit des renseignements suffisamment détaillés sur les motifs de leur voyage.

Personnel temporaire

48. Notre examen a fait apparaître que les directives et instructions de l'Office concernant l'emploi de personnel temporaire ne respectent pas le principe suivant lequel ce personnel ne peut être embauché au titre de postes permanents vacants que si les fonctions correspondantes ne peuvent être exécutées par le personnel disponible. Les directives et instructions précisent seulement que le poste doit être vacant pour certaines raisons et sous certaines conditions mais elles n'excluent pas que l'on puisse considérer l'absence d'un fonctionnaire en congé régulier comme une raison suffisante pour faire appel à du personnel temporaire.

49. Nous avons donc recommandé que les directives et instructions soient modifiées de façon à définir clairement les cas dans lesquels on peut embaucher du personnel temporaire et que l'on révise le formulaire actuellement utilisé à cet effet de façon à ce qu'y apparaissent les renseignements nécessaires à l'évaluation du bien-fondé de cette embauche.

50. L'Administration a précisé qu'avant de demander l'engagement de personnel temporaire pour pourvoir un poste quelconque, tout chef de département est tenu de s'assurer qu'aucune autre solution n'est possible mais elle a néanmoins reconnu que les circonstances dans lesquelles il convient d'engager du personnel temporaire pourraient être définies de manière plus détaillée dans les directives et instructions et s'est déclarée disposée à faire le nécessaire en ce sens.

Observations sur les questions traitées dans le rapport de 1981

51. L'Administration a donné des explications satisfaisantes ou a pris des mesures appropriées au sujet des questions soulevées dans le rapport de 1981 3/.

Remerciements

52. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Commissaire général de l'Office, de même que ses collaborateurs et les membres de son personnel, de leur amabilité ainsi que de l'aide et du secours qu'ils lui ont apportés.

Le Premier Président de la Cour des comptes de Belgique,

(Signé) Hendrik VREBOS

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes du Bangladesh,

(Signé) A. K. Azizul HUQ

Le Vérificateur général des comptes du Ghana,

(Signé) R. T. NELSON

II. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons examiné les états financiers ci-après, numérotés I à IV, dûment identifiés, ainsi que les tableaux y relatifs de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982. Nous avons, notamment, effectué un examen général des procédures comptables et procédé aux vérifications par sondage des écritures comptables et autres pièces justificatives que nous avons jugées nécessaires en l'occurrence. A la suite de cet examen, notre opinion est que les états financiers rendent bien compte des opérations financières comptabilisées pour l'exercice, lesquelles opérations étaient conformes au règlement financier et aux autorisations des organes délibérants, et qu'ils représentent bien la situation financière au 31 décembre 1982.

Le Premier Président de la Cour des comptes de Belgique,

(Signé) Hendrik VREBOS

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes du Bangladesh,

(Signé) A. K. Azizul HUQ

Le Vérificateur général des comptes du Ghana,

(Signé) R. T. NELSON

22 juin 1983

**III. ETATS FINANCIERS DU FONDS GENERAL POUR
L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1982**

FONDS GENERAL

Crédits, dépenses et engagements pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982

(En dollars des Etats-Unis)

Activités	Dépenses renouvelables		Dépenses non renouvelables		Total des dépenses	
	Crédits	Dépenses et engagements	Crédits	Dépenses et engagements	Crédits	Dépenses et engagements
Titre premier. Enseignement						
Enseignement général	85 588 000	83 959 564	4 055 000	3 621 678	89 643 000	87 581 242
Formation professionnelle et technique ..	11 911 000	11 261 660	974 000	737 870	12 885 000	11 999 530
Part des dépenses communes (titre IV) ..	<u>11 100 000</u>	<u>10 419 536</u>	<u>610 000</u>	<u>473 319</u>	<u>11 710 000</u>	<u>10 892 855</u>
Total, titre premier	<u>108 599 000</u>	<u>105 640 760</u>	<u>5 639 000</u>	<u>4 832 867</u>	<u>114 238 000</u>	<u>110 473 627</u>
Titre II. Services sanitaires						
Services médicaux	14 030 000	13 324 613	676 000	575 115	14 706 000	13 899 728
Alimentation d'appoint	8 904 000	7 539 020	51 000	39 101	8 955 000	7 578 121
Assainissement	6 057 000	5 784 473	582 000	424 769	6 639 000	6 209 242
Part des dépenses communes (titre IV) ..	<u>6 319 000</u>	<u>5 938 830</u>	<u>408 000</u>	<u>316 254</u>	<u>6 727 000</u>	<u>6 255 084</u>
Total, titre II	<u>35 310 000</u>	<u>32 586 936</u>	<u>1 717 000</u>	<u>1 355 239</u>	<u>37 027 000</u>	<u>33 942 175</u>
Titre III. Secours						
Rations de base	19 200 000	17 620 036	9 000	3 443	19 209 000	17 623 479
Logement	536 000	479 946	227 000	171 172	763 000	651 118
Assistance aux familles nécessiteuses ..	4 235 000	3 083 480	62 000	54 360	4 297 000	3 137 840
Part des dépenses communes (titre IV) ..	<u>9 827 000</u>	<u>9 259 668</u>	<u>834 000</u>	<u>647 493</u>	<u>10 661 000</u>	<u>9 907 161</u>
Total, titre III	<u>33 798 000</u>	<u>30 443 130</u>	<u>1 132 000</u>	<u>876 468</u>	<u>34 930 000</u>	<u>31 319 598</u>
Titre IV. Dépenses communes						
Approvisionnement et transports	9 057 000	8 592 420	1 250 000	971 065	10 307 000	9 563 485
Autres services intérieurs	13 025 000	12 198 095	527 000	417 042	13 552 000	12 615 137
Administration centrale	<u>5 164 000</u>	<u>4 827 519</u>	<u>75 000</u>	<u>48 959</u>	<u>5 239 000</u>	<u>4 876 478</u>
Total, titre IV	<u>27 246 000</u>	<u>25 618 034</u>	<u>1 852 000</u>	<u>1 437 066</u>	<u>29 098 000</u>	<u>27 055 100</u>
Dépenses communes ventilées entre les divers programmes	(27 246 000)	(25 618 034)	(1 852 000)	(1 437 066)	(29 098 000)	(27 055 100)
Solde du titre IV	-	-	-	-	-	-
Titre V. Dépenses extraordinaires indépendantes des programmes						
Augmentation de la provision pour : Indemnité à verser à la cessation de service	-	-	8 617 000	6 568 093	8 617 000	6 568 093
Frais de rapatriement	-	-	350 000	250 000	350 000	250 000
Dépenses extraordinaires - secours d'urgence au Liban	-	-	52 750 000	51 841 809	52 750 000	51 841 809
Dépenses extraordinaires entraînées par les troubles en République arabe syrienne	-	-	-	7 090	-	7 090
Liquidation progressive du programme des rations de base	<u>405 000</u>	<u>292 704</u>	-	<u>1 653</u>	<u>405 000</u>	<u>294 357</u>
Total, titre V	<u>405 000</u>	<u>292 704</u>	<u>61 717 000</u>	<u>58 668 645</u>	<u>62 122 000</u>	<u>58 961 349</u>
Total général	<u>178 112 000</u>	<u>168 963 530</u>	<u>70 205 000</u>	<u>65 733 219</u>	<u>248 317 000</u>	<u>234 696 749</u>

Pour la lecture des états financiers, se reporter aux notes explicatives, qui en font partie intégrante.

Les tableaux A et B donnent le détail des dépenses et des engagements; on trouvera au tableau L le détail du règlement des engagements d'exercices antérieurs.

CERTIFIE EXACT :

Le Contrôleur,

(Signé) George J. LATTURNER

APPROUVE :

Le Commissaire général,

(Signé) Olof RYDBECK

FONDS GENERAL

Recettes, dépenses et engagements

(En dollars des Etats-Unis)

	Exercice terminé le	
	31 décembre 1982	31 décembre 1981
<u>Recettes</u>		
Contributions de gouvernements (tableau D)	168 494 448	171 385 733
Contributions d'organismes des Nations Unies (tableau E)	6 877 633	6 321 524
Contributions de sources non gouvernementales (tableau F)	3 040 931	2 191 976
Contributions du Fonds spécial de l'OPEP (tableau G)	177 064	263 480
Recettes accessoires (tableau K)	4 995 464	6 240 334
Ajustements de change	<u>(1 708 368)</u>	<u>3 700 853</u>
	181 877 172	190 103 900
<u>Dépenses et engagements</u> (Etat I)	<u>182 854 940</u>	<u>180 728 868</u>
Excédent des dépenses et engagements sur les recettes	<u>977 768</u>	<u>(9 375 032)</u>

Pour la lecture des états financiers, se reporter aux notes explicatives, qui en font partie intégrante.

CERTIFIE EXACT :

APPROUVE :

Le Contrôleur,Le Commissaire général,(Signé) George J. LATTURNER(Signé) Olof RYDBECK

FONDS GENERAL

Recettes, dépenses et engagements pour les secours d'urgence au Liban

(En dollars des Etats-Unis)

Exercice terminé le
31 décembre 1982Recettes

Contributions de gouvernements (tableau H)	34 383 896
Contributions d'organismes des Nations Unies (tableau I)	1 969 948
Contributions de sources non gouvernementales (tableau J)	<u>4 358 451</u>

40 712 295

Dépenses et engagements (Etat I) 51 841 809Excédent des dépenses et engagements
sur les recettes 11 129 514

Pour la lecture des états financiers, se reporter aux notes explicatives, qui en font partie intégrante.

CERTIFIE EXACT :

APPROUVE :

Le Contrôleur,Le Commissaire général,(Signé) George J. LATTURNER(Signé) Olof RYDBECK

FONDS GENERAL

Fonds de roulement (réserve d'exploitation)

(En dollars des Etats-Unis)

	Exercice terminé le	
	31 décembre 1982	31 décembre 1981
<u>Solde au 1er janvier</u>	<u>21 309 213</u>	<u>11 242 256</u>
<u>A ajouter</u>		
Economies réalisées lors du règlement d'engagements d'exercices antérieurs (tableau L)	704 087	582 129
Exigibilités surévaluées au titre d'exercices antérieurs	280 772	556 754
Autres ajustements des comptes d'exercices antérieurs, crédités au fonds de roulement .	4 839	71 648
Excédent des recettes sur les dépenses et engagements	<u>-</u>	<u>9 375 032</u>
	<u>989 698</u>	<u>10 585 563</u>
<u>A déduire</u>		
Montant non ventilé au titre des écarts entre les coûts standards et les coûts réels pendant l'exercice en cours	43 480	134 077
Inscription au compte de profits et pertes de contributions en nature dont la livraison a été incomplète et de contributions annoncées mais non acquittées	892 658	370 065
Autres ajustements des comptes d'exercices antérieurs, portés au débit du fonds de roulement	62 626	14 464

Exercice terminé le

31 décembre 1982 31 décembre 1981

Excédent des dépenses et engagements sur les recettes (état II)	977 768	-
Excédent des dépenses et engagements sur les recettes pour les secours d'urgence au Liban (état III)	<u>11 129 514</u>	<u>-</u>
	<u>13 106 046</u>	<u>518 606</u>
<u>Solde au 31 décembre</u>	<u>9 192 865</u>	<u>21 309 213</u>

Pour la lecture des états financiers, se reporter aux notes explicatives, qui en font partie intégrante.

CERTIFIE EXACT :

APPROUVE :

Le Contrôleur,Le Commissaire général,(Signé) George J. LATTURNER(Signé) Olof RYDBECK

FONDS GENERAL

Actif et passif

(En dollars des Etats-Unis)

	Exercice terminé le	
	31 décembre 1982	31 décembre 1981
<u>Actif</u>		
Encaisse et disponible en banque	25 294 552	39 671 142
Contributions à recevoir (tableaux D, E, F, G, H, I et J) :		
En espèces	55 013 506	15 593 525
En nature	15 674 961	14 045 206
Sommes à recevoir, moins provision pour créances irrécouvrables	1 790 915	3 122 237
Dépenses payées d'avance et avances aux fournisseurs	388 734	197 914
Stocks de fournitures	19 117 329	19 913 288
A recevoir de la Caisse de prévoyance du personnel régional	570 963	-
	<u>117 850 960</u>	<u>92 543 312</u>
<u>Passif</u>		
Sommes à payer	11 359 676	9 551 891
Sommes dues au Fonds pour le camp de Bayssarieh	-	13 426
A verser à la Caisse de prévoyance du personnel régional	-	16 626
Denrées alimentaires empruntées	1 962 563	1 598 011
Provision pour indemnités à verser à la cessation de service	52 857 576	44 891 849
Provision pour frais de rapatriement	750 000	500 000
Réserve pour engagements non réglés	40 287 407	6 769 199

Exercice terminé le

31 décembre 1982 31 décembre 1981

Recettes perçues d'avance :

En espèces	1 440 873	7 893 097
Fonds de roulement (réserve d'exploitation) (état IV)	<u>9 192 865</u>	<u>21 309 213</u>
	<u>117 850 960</u>	<u>92 543 312</u>

Pour la lecture des états financiers, se reporter aux notes explicatives, qui en font partie intégrante.

CERTIFIE EXACT :

APPROUVE :

Le Contrôleur,

Le Commissaire général,

(Signé) George J. LATTURNER

(Signé) Olof RYDBECK

Tableau A

FONDS GENERAL

TABLEAUX RELATIFS AUX COMPTES

Dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1982

(En dollars des Etats-Unis)

Enseignement	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<u>Enseignement général</u>			
Enseignement primaire.....	49 174 624	488 936	49 663 560
Enseignement primaire supérieur.....	29 732 334	198 751	29 931 085
Enseignement secondaire.....	99 526	-	99 526
Activités de formation en cours d'emploi et centres pour le développement de l'enseignement.....	993 343	25 714	1 019 057
Activités de jeunes.....	113 013	98 314	211 327
Activités féminines.....	22 868	14 710	37 578
Centres de formation préscolaire.....	491 071	-	491 071
Administration.....	<u>2 970 784</u>	<u>320</u>	<u>2 971 104</u>
Total, enseignement général...	<u>83 597 563</u>	<u>826 745</u>	<u>84 424 308</u>
<u>Formation professionnelle et technique</u>			
<u>Formation donnée dans les centres de l'Office</u>			
Centre de formation d'Ouadi Seir.....	1 655 158	35 827	1 690 985
Centre de formation d'Amman.....	1 363 554	41 017	1 404 571
Centre de formation professionnelle de Kalandia.....	769 967	71 836	841 803
Centre de formation pédagogique de garçons de Ramallah.....	533 874	28 975	562 849
Centre de formation féminin de Ramallah.	1 162 357	5 508	1 167 865
Centre de formation professionnelle de Gaza.....	1 004 013	3 293	1 007 306
Centre de Gaza pour les aveugles.....	163 861	-	163 861
Centre de formation de Sibliin.....	1 600 636	14 776	1 615 412
Centre de formation professionnelle de Damas.....	1 326 876	19 072	1 345 948
Formation artisanale des adultes.....	10 864	-	10 864
Centre de couture.....	285 291	6 098	291 389
Centre de menuiserie.....	<u>19 398</u>	<u>-</u>	<u>19 398</u>
Total, formation donnée dans les centres de l'Office.....	<u>9 895 849</u>	<u>226 402</u>	<u>10 122 251</u>

Tableau A (suite)

Enseignement	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<u>Formation donnée hors des centres de l'Office mais subventionnée par lui</u>			
Enseignement commercial.....	3 453	-	3 453
Enseignement infirmier.....	1 875	-	1 875
Cours de secrétariat.....	7 318	-	7 318
Formation artisanale des adultes.....	10 740	-	10 740
Formation des jeunes handicapés.....	<u>81 726</u>	<u>-</u>	<u>81 726</u>
 Total, formation donnée hors des centres de l'Office, mais subventionnée par lui.....	 <u>105 112</u>	 <u>-</u>	 <u>105 112</u>
<u>Dépenses communes au titre de la formation</u>			
Dépenses communes au titre de la formation professionnelle.....	556 786	-	556 786
Formation professionnelle d'instructeurs :			
Dans les centres de l'Office.....	-	665	665
Hors des centres de l'Office.....	-	7 806	7 806
Dépenses communes au titre de la formation pédagogique.....	<u>145 838</u>	<u>145</u>	<u>145 983</u>
 Total, dépenses communes au titre de la formation.....	 <u>702 624</u>	 <u>8 616</u>	 <u>711 240</u>
<u>Services de placement.....</u>	<u>68 615</u>	<u>76</u>	<u>68 691</u>
<u>Enseignement supérieur</u>			
Bourses d'études supérieures en Cisjordanie	15 216	-	15 216
Bourses d'études supérieures en Jordanie...	144 935	-	144 935
Bourses d'études supérieures en Egypte.....	23 203	-	23 203
Bourses d'études supérieures au Liban.....	17 954	-	17 954
Bourses d'études supérieures en République arabe syrienne.....	35 816	-	35 816
Bourses d'études supérieures en Iraq.....	1 580	-	1 580
Bourses d'études supérieures en Turquie....	1 533	-	1 533
Bourses d'études supérieures en Arabie saoudite.....	1 478	-	1 478
Bourses d'études supérieures au Soudan.....	<u>790</u>	<u>-</u>	<u>790</u>
 Total, enseignement supérieur....	 <u>242 505</u>	 <u>-</u>	 <u>242 505</u>

Tableau A (suite)

Enseignement	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<u>Administration de la formation profes- sionnelle et technique.....</u>	<u>167 275</u>	<u>-</u>	<u>167 275</u>
Total, formation professionnelle et technique.....	<u>11 181 980</u>	<u>235 094</u>	<u>11 417 074</u>
<u>Part des dépenses communes</u>			
Approvisionnement et transports, 25 p. 100.....	2 148 105	81 055	2 229 160
Autres services intérieurs, 50 p. 100.....	6 094 161	103 166	6 197 327
Administration centrale, 45 p. 100.....	<u>2 146 503</u>	<u>18 685</u>	<u>2 165 188</u>
Total, part des dépenses communes.....	<u>10 388 769</u>	<u>202 906</u>	<u>10 591 675</u>
Total, enseignement.....	<u>105 168 312</u>	<u>1 264 745</u>	<u>106 433 057</u>

Tableau A (suite)

Services sanitaires	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<u>Services médicaux</u>			
Pharmacies.....	332 373	4 526	336 899
Laboratoires.....	279 378	8 588	287 966
Dispensaires.....	6 557 846	128 480	6 686 326
Centres de santé maternelle.....	224 454	-	224 454
Hôpitaux.....	3 372 730	40 480	3 413 210
Lutte contre la tuberculose.....	266 221	-	266 221
Hygiène mentale.....	187 500	-	187 500
Soins dentaires.....	196 007	8 233	204 240
Hygiène scolaire.....	212 017	-	212 017
Education sanitaire.....	161 928	245	162 173
Autres services médicaux.....	148 241	2 857	151 098
Administration.....	<u>1 384 074</u>	<u>-</u>	<u>1 384 074</u>
Total, services médicaux.....	<u>13 322 769</u>	<u>193 409</u>	<u>13 516 178</u>
<u>Alimentation d'appoint</u>			
Repas chauds.....	3 626 471	24 424	3 650 895
Distribution de lait.....	2 525 930	685	2 526 615
Autres rations d'appoint.....	1 050 087	-	1 050 087
Administration.....	<u>335 413</u>	<u>-</u>	<u>335 413</u>
Total, alimentation d'appoint...	<u>7 537 901</u>	<u>25 109</u>	<u>7 563 010</u>
<u>Assainissement</u>			
Drainage des eaux de surface.....	19 854	234 343	254 197
Evacuation des ordures et des eaux ménagères.....	4 315 686	40 957	4 356 643
Approvisionnement en eau.....	1 067 688	35 278	1 102 966
Lutte contre les insectes et les rongeurs.	49 414	-	49 414
Installations diverses.....	874	-	874
Administration.....	<u>330 244</u>	<u>-</u>	<u>330 244</u>
Total, assainissement.....	<u>5 783 760</u>	<u>310 578</u>	<u>6 094 338</u>
<u>Part des dépenses communes</u>			
Approvisionnements et transports, 21 p. 100.....	1 804 408	68 087	1 872 495
Autres services intérieurs, 24 p. 100.....	2 925 197	49 519	2 974 716
Administration centrale, 25 p. 100.....	<u>1 192 501</u>	<u>10 380</u>	<u>1 202 881</u>
Total, part des dépenses communes.....	<u>5 922 106</u>	<u>127 986</u>	<u>6 050 092</u>
Total, services sanitaires.....	<u>32 566 536</u>	<u>657 082</u>	<u>33 223 618</u>

Tableau A (suite)

Secours	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<u>Rations de base</u>			
Coût des rations.....	16 785 852	-	16 785 852
Contrôle de la qualité.....	22 098	1 246	23 344
Distribution.....	688 245	1 597	689 842
Administration.....	<u>123 841</u>	-	<u>123 841</u>
Total, rations de base.....	<u>17 620 036</u>	<u>2 843</u>	<u>17 622 879</u>
<u>Logement</u>			
Construction et entretien de logements....	65	34 171	34 236
Amélioration des routes et des camps.....	101 403	6 596	107 999
Location de camps.....	367 233	-	367 233
Administration.....	<u>11 245</u>	-	<u>11 245</u>
Total, logement.....	<u>479 946</u>	<u>40 767</u>	<u>520 713</u>
<u>Assistance aux familles nécessiteuses</u>			
Subventions.....	188 270	-	188 270
Rations supplémentaires.....	1 910 807	-	1 910 807
Couvertures.....	-	-	-
Dépenses diverses.....	<u>839 563</u>	<u>21 057</u>	<u>860 620</u>
Total, assistance aux familles nécessiteuses.....	<u>2 938 640</u>	<u>21 057</u>	<u>2 959 697</u>
<u>Part des dépenses communes</u>			
Approvisionnements et transports, 54 p. 100.....	4 639 907	175 079	4 814 986
Autres services intérieurs, 26 p. 100.....	3 168 964	53 646	3 222 610
Administration centrale, 30 p. 100.....	<u>1 431 002</u>	<u>12 456</u>	<u>1 443 458</u>
Total, part des dépenses communes.....	<u>9 239 873</u>	<u>241 181</u>	<u>9 481 054</u>
Total, secours.....	<u>30 278 495</u>	<u>305 848</u>	<u>30 584 343</u>

Tableau A (suite)

Dépenses communes	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<u>Approvisionnement et transports</u>			
Achats et contrôle des approvisionnements.....	1 044 497	114	1 044 611
Entreposage des approvisionnements.....	1 210 088	66 576	1 276 664
Service d'assurance pour les transports et les approvisionnements.....	72 866	-	72 866
Entretien des véhicules.....	956 746	6 218	962 964
Transport de personnes.....	1 384 232	217 057	1 601 289
Transport de marchandises.....	2 307 184	30 930	2 338 114
Opérations dans les ports.....	392 005	-	392 005
Administration.....	<u>1 224 802</u>	<u>3 326</u>	<u>1 228 128</u>
Total, approvisionnements et transports.....	<u>8 592 420</u>	<u>324 221</u>	<u>8 916 641</u>
<u>Ventilation des dépenses d'approvisionnement et de transport</u>			
Enseignement, 25 p. 100.....	(2 148 105)	(81 055)	(2 229 160)
Services sanitaires, 21 p. 100.....	(1 804 408)	(68 087)	(1 872 495)
Secours, 54 p. 100.....	<u>(4 639 907)</u>	<u>(175 079)</u>	<u>(4 814 986)</u>
Total, ventilation des dépenses d'approvisionnement et de transport.....	<u>(8 592 420)</u>	<u>(324 221)</u>	<u>(8 916 641)</u>
<u>Autres services intérieurs</u>			
Immatriculation et contrôle des listes....	831 313	-	831 313
Personnel.....	1 653 411	2 773	1 656 184
Services administratifs.....	2 475 926	85 991	2 561 917
Etude des traitements et enquête sur les salaires.....	55 046	-	55 046
Traduction.....	273 498	-	273 498
Contentieux.....	459 903	120	460 023
Finances.....	2 950 230	585	2 950 815
Traitement électronique de données.....	1 013 477	95 580	1 109 057
Vérification intérieure et extérieure des comptes.....	604 660	180	604 840
Services de protection.....	1 084 144	3 064	1 087 208
Services techniques.....	786 714	18 038	804 752
Centres de production, dépenses d'équipement (tableau C).....	-	-	-
Total, autres services intérieurs.....	<u>12 188 322</u>	<u>206 331</u>	<u>12 394 653</u>

Tableau A (suite)

Dépenses communes	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<u>Ventilation des dépenses des autres services intérieurs</u>			
Enseignement, 50 p. 100.....	(6 094 161)	(103 166)	(6 197 327)
Services sanitaires, 24 p. 100.....	(2 925 197)	(49 519)	(2 974 716)
Secours, 26 p. 100.....	<u>(3 168 964)</u>	<u>(53 646)</u>	<u>(3 222 610)</u>
Total, ventilation des dépenses des autres services intérieurs	<u>(12 188 322)</u>	<u>(206 331)</u>	<u>(12 394 653)</u>
<u>Administration centrale</u>			
Administration de l'Office.....	864 645	13 842	878 487
Administration des bureaux extérieurs.....	1 335 438	12 734	1 348 172
Administration régionale.....	971 056	11 101	982 157
Administration des camps.....	512 161	3 704	515 865
Information.....	807 481	140	807 621
Bureau chargé des contributions.....	115 157	-	115 157
Bureau de liaison de New York.....	144 887	-	144 887
Bureau du Caire.....	<u>19 181</u>	<u>- -</u>	<u>19 181</u>
Total, administration centrale..	<u>4 770 006</u>	<u>41 521</u>	<u>4 811 527</u>
<u>Ventilation des dépenses d'administration centrale</u>			
Enseignement, 45 p. 100.....	(2 146 503)	(18 685)	(2 165 188)
Services sanitaires, 25 p. 100.....	(1 192 501)	(10 380)	(1 202 881)
Secours, 30 p. 100.....	<u>(1 431 002)</u>	<u>(12 456)</u>	<u>(1 443 458)</u>
Total, ventilation des dépenses d'administration centrale.....	<u>(4 770 006)</u>	<u>(41 521)</u>	<u>(4 811 527)</u>
Total, dépenses communes.....	25 550 748	572 073	26 122 821
Total, dépenses communes ventilées.....	<u>(25 550 748)</u>	<u>(572 073)</u>	<u>(26 122 821)</u>
Solde net, dépenses communes.....	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Tableau A (suite)

Dépenses extraordinaires	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<u>Dépenses extraordinaires indépendantes des programmes</u>			
<u>Dépenses imputables aux secours d'urgence au Liban</u>			
<u>Enseignement</u>			
Enseignement général.....	-	405 207	405 207
Formation professionnelle.....	-	76 397	76 397
	-	<u>481 604</u>	<u>481 604</u>
<u>Part des dépenses communes</u>			
Approvisionnements et transports, 25 p. 100.....	-	588 516	588 516
Autres services intérieurs, 50 p. 100.....	-	141 534	141 534
Administration centrale, 45 p. 100.....	-	64 658	64 658
	-	<u>794 708</u>	<u>794 708</u>
Total, enseignement.....	-	<u>1 276 312</u>	<u>1 276 312</u>
<u>Services sanitaires</u>			
Services médicaux.....	-	821 305	821 305
Alimentation d'appoint.....	-	592 143	592 143
Assainissement.....	-	181 781	181 781
	-	<u>1 595 229</u>	<u>1 595 229</u>
<u>Part des dépenses communes</u>			
Approvisionnements et transports, 21 p. 100.....	-	494 354	494 354
Autres services intérieurs, 24 p. 100.....	-	67 936	67 936
Administration centrale, 25 p. 100.....	-	35 921	35 921
	-	<u>598 211</u>	<u>598 211</u>
Total, services sanitaires.....	-	<u>2 193 440</u>	<u>2 193 440</u>

Tableau A (suite)

Dépenses extraordinaires	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<u>Secours</u>			
Rations de base.....	-	8 100 384	8 100 384
Logement.....	-	5 854 060	5 854 060
Assistance aux familles nécessiteuses.....	-	1 779 733	1 779 733
	-	<u>15 734 177</u>	<u>15 734 177</u>
<u>Part des dépenses communes</u>			
Approvisionnements et transports, 54 p. 100.....	-	1 271 196	1 271 196
Autres services intérieurs, 26 p. 100.....	-	73 597	73 597
Administration centrale, 30 p. 100.....	-	43 106	43 106
	-	<u>1 387 899</u>	<u>1 387 899</u>
Total, secours.....	-	<u>17 122 076</u>	<u>17 122 076</u>
<u>Approvisionnements et transports</u>	-	<u>2 354 066</u>	<u>2 354 066</u>
<u>Ventilation des dépenses d'approvisionnement et de transport</u>			
Enseignement, 25 p. 100.....	-	(588 516)	(588 516)
Services sanitaires, 21 p. 100.....	-	(494 354)	(494 354)
Secours, 54 p. 100.....	-	(1 271 196)	(1 271 196)
Total, ventilation des dépenses d'approvisionnement de transport.....	-	<u>(2 354 066)</u>	<u>(2 354 066)</u>
<u>Autres services intérieurs</u>			
Services administratifs.....	-	241 784	241 784
Centres de production.....	-	8 494	8 494
Pertes imputables aux temps morts..... du centre d'imprimerie.....	-	32 789	32 789
Total, autres services intérieurs.....	-	<u>283 067</u>	<u>283 067</u>

Tableau A (suite)

Dépenses extraordinaires	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<u>Ventilation des dépenses des autres services intérieurs</u>			
Enseignement, 50 p. 100.....	-	(141 534)	(141 534)
Services sanitaires, 24 p. 100.....	-	(67 936)	(67 936)
Secours, 26 p. 100.....	-	(73 597)	(73 597)
Total, ventilation des dépenses des autres services intérieurs	-	(283 067)	(283 067)
<u>Administration centrale</u>	-	143 685	143 685
<u>Ventilation des dépenses d'administration centrale</u>			
Enseignement, 45 p. 100.....	-	(64 658)	(64 658)
Services sanitaires, 25 p. 100.....	-	(35 921)	(35 921)
Secours, 30 p. 100.....	-	(43 106)	(43 106)
Total, ventilation des dépenses d'administration centrale.....	-	(143 685)	(143 685)
Total, dépenses communes.....	-	2 780 818	2 780 818
Total, dépenses communes ventilées.....	-	(2 780 818)	(2 780 818)
Solde net, dépenses communes.....	-	-	-
<u>Frais de personnel</u>			
Indemnité pour perte d'effets personnels imputables au service.....	-	7 083	7 083
Dépenses relatives à l'évacuation des fonctionnaires internationaux et des membres de leur famille.....	-	10 972	10 972
Indemnité spéciale de subsistance versée au personnel régional.....	-	27 771	27 771
	-	45 826	45 826
Total, dépenses extraordinaires, secours d'urgence au Liban....	-	20 637 654	20 637 654

Tableau A (suite)

<u>Dépenses extraordinaires</u>	<u>Dépenses renouvelables</u>	<u>Dépenses non renouvelables</u>	<u>Total des dépenses</u>
<u>Dépenses imputables à d'autres troubles locaux</u>			
Remplacement de matériel et de fournitures non consommables endommagés en République arabe syrienne.	-	7 090	7 090
<u>Autres dépenses extraordinaires</u>			
Augmentation de la provision pour indemnités à verser à la cessation de service au personnel local.....	-	6 568 093	6 568 093
Augmentation de la provision pour frais de rapatriement du personnel local.....	-	250 000	250 000
Liquidation progressive du programme des rations de base.....	<u>292 704</u>	<u>1 653</u>	<u>294 357</u>
Total, autres dépenses extraordinaires.....	<u>292 704</u>	<u>6 819 746</u>	<u>7 112 450</u>
Total, dépenses extraordinaires.....	<u>292 704</u>	<u>27 464 490</u>	<u>27 757 194</u>
Total, tous services.....	<u>168 306 047</u>	<u>29 692 165</u>	<u>197 998 212</u>

Tableau B

FONDS GENERAL

Engagements pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982

(En dollars des Etats-Unis)

Enseignement	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<u>Enseignement général</u>			
Enseignement primaire	109 148	2 272 249	2 381 397
Enseignement primaire supérieur	126 269	502 233	628 502
Enseignement secondaire	126 584	-	126 584
Activités de formation en cours d'emploi et centres pour le développement de l'enseignement	-	12 352	12 352
Activités de jeunes	-	2 779	2 779
Centres de formation préscolaire	-	5 320	5 320
Total, enseignement général	362 001	2 794 933	3 156 934
<u>Formation professionnelle et technique</u>			
<u>Formation donnée dans les centres de l'Office</u>			
Centre de formation d'Ouadi Seir	-	127 874	127 874
Centre de formation d'Amman	4 141	95 869	100 010
Centre de formation professionnelle de Kalandia	-	30 937	30 937
Centre de formation pédagogique de garçons de Ramallah	-	34 052	34 052
Centre de formation féminin de Ramallah	10 459	69 600	80 059
Centre de formation professionnelle de Gaza	800	24 727	25 527
Centre de formation de Sibliin	8 097	591	8 688
Centre de formation professionnelle de Damas	969	93 626	94 595
Centre de couture	-	25 500	25 500
Total, formation donnée dans les centres de l'Office	24 466	502 776	527 242
<u>Enseignement supérieur</u>			
Bourses d'études supérieures en Jordanie	7 600	-	7 600
Bourses d'études supérieures en Cisjordanie	3 113	-	3 113
Bourses d'études supérieures en Egypte	16 641	-	16 641
Bourses d'études supérieures au Liban	15 403	-	15 403
Bourses d'études supérieures en République arabe syrienne	11 157	-	11 157
Bourses d'études supérieures en Turquie	900	-	900
Bourses d'études supérieures au Soudan	400	-	400
Total, enseignement supérieur	55 214	-	55 214
Total, formation professionnelle et technique	79 680	502 776	582 456
<u>Part des dépenses communes</u>			
Approvisionnements et transports, 25 p. 100	-	161 711	161 711
Autres services intérieurs, 50 p. 100	4 886	105 355	110 241
Administration centrale; 45 p. 100	25 881	3 347	29 228
Total, part des dépenses communes	30 767	270 413	301 180
Total, enseignement	472 448	3 568 122	4 040 570

Tableau B (suite)

Services sanitaires	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<u>Services médicaux</u>			
Pharmacies	-	4 181	4 181
Laboratoires	-	15 075	15 075
Dispensaires	1 759	307 433	309 192
Hôpitaux	85	38 818	38 903
Soins dentaires	-	8 896	8 896
Education sanitaire	-	803	803
Autres services médicaux	-	6 500	6 500
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total, services médicaux	1 844	381 706	383 550
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<u>Alimentation d'appoint</u>			
Repas chauds	1 119	13 992	15 111
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total, alimentation d'appoint	1 119	13 992	15 111
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<u>Assainissement</u>			
Drainage des eaux de surface	713	66 565	67 278
Evacuation des ordures et des eaux ménagères	-	31 106	31 106
Approvisionnement en eau	-	16 520	16 520
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total, assainissement	713	114 191	114 904
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<u>Part des dépenses communes</u>			
Approvisionnements et transports, 21 p. 100	-	135 837	135 837
Autres services intérieurs, 24 p. 100	2 346	50 571	52 917
Administration centrale, 25 p. 100	14 378	1 860	16 238
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total, part des dépenses communes	16 724	188 268	204 992
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total, services sanitaires	20 400	698 157	718 557
	<hr/>	<hr/>	<hr/>

Tableau B (suite)

Secours	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<u>Rations de base</u>			
Contrôle de la qualité	-	600	600
Total, rations de base	-	600	600
<u>Logement</u>			
Construction et entretien de logements	-	33 900	33 900
Amélioration des routes et des camps	-	96 505	96 505
Total, logement	-	130 405	130 405
<u>Assistance aux familles nécessiteuses</u>			
Couvertures	144 840	-	144 840
Subventions auto-assistance	-	33 303	33 303
Total, assistance aux familles nécessiteuses	144 840	33 303	178 143
<u>Part des dépenses communes</u>			
Approvisionnement et transports, 54 p. 100	-	349 296	349 296
Autres services intérieurs, 26 p. 100	2 541	54 785	57 326
Administration centrale, 30 p. 100	17 254	2 231	19 485
Total, part des dépenses communes	19 795	406 312	426 107
Total, secours	<u>164 635</u>	<u>570 620</u>	<u>735 255</u>

Tableau B (suite)

Dépenses communes	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<u>Approvisionnement et transports</u>			
Entreposage des approvisionnements	-	115 017	115 017
Entretien des véhicules	-	17 395	17 395
Transport de personnes	-	346 091	346 091
Transport de marchandises	-	168 341	168 341
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total, approvisionnements et transports	-	646 844	646 844
<u>Ventilation des dépenses d'approvisionnement et de transport</u>			
Enseignement, 25 p. 100	-	(161 711)	(161 711)
Services sanitaires, 21 p. 100	-	(135 837)	(135 837)
Secours, 54 p. 100	-	(349 296)	(349 296)
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total, ventilation des dépenses d'approvisionnement et de transport	-	(646 844)	(646 844)
<u>Autres services intérieurs</u>			
Personnel	7 364	13 500	20 864
Services administratifs	2 409	170 371	172 780
Services financiers	-	251	251
Services de traitement de l'information	-	11 589	11 589
Services techniques	-	5 000	5 000
Centres de production	-	10 000	10 000
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total, autres services intérieurs	9 773	210 711	220 484
<u>Ventilation des dépenses des autres services intérieurs</u>			
Enseignement, 50 p. 100	(4 886)	(105 355)	(110 241)
Services sanitaires, 24 p. 100	(2 346)	(50 571)	(52 917)
Secours, 26 p. 100	(2 541)	(54 785)	(57 326)
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total, ventilation des dépenses des autres services intérieurs	(9 773)	(210 711)	(220 484)
<u>Administration centrale</u>			
Administration régionale	698	1 938	2 636
Administration des camps	270	-	270
Information	56 545	5 500	62 045
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total, administration centrale	57 513	7 438	64 951

Tableau B (suite)

Dépenses communes	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<u>Ventilation des dépenses d'administration centrale</u>			
Enseignement, 45 p. 100	(25 881)	(3 347)	(29 228)
Services sanitaires, 25 p. 100	(14 378)	(1 860)	(16 238)
Secours, 30 p. 100	(17 254)	(2 231)	(19 485)
 Total, ventilation des dépenses d'administration centrale	 (57 513)	 (7 438)	 (64 951)
 Total, dépenses communes	 67 286	 864 993	 932 279
 Total, dépenses communes ventilées	 (67 286)	 (864 993)	 (932 279)
 Solde net, dépenses communes	 -	 -	 -

Tableau B (suite)

Dépenses extraordinaires	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<u>Dépenses extraordinaires indépendantes des programmes</u>			
<u>Dépenses entraînées par les secours d'urgence au Liban</u>			
<u>Enseignement</u>			
Enseignement général	-	3 370 542	3 370 542
Formation professionnelle	-	1 136 973	1 136 973
	-	<u>4 507 515</u>	<u>4 507 515</u>
<u>Part des dépenses communes</u>			
Approvisionnements et transports, 25 p. 100	-	134 678	134 678
Administration centrale, 45 p. 100	-	7 625	7 625
	-	<u>4 649 818</u>	<u>142 303</u>
Total, enseignement	-	<u>3 029 244</u>	<u>4 649 818</u>
<u>Services sanitaires</u>			
Services médicaux	-	281 175	281 175
Alimentation d'appoint	-	4 199 311	4 199 311
Assainissement	-	265 959	265 959
	-	<u>4 746 445</u>	<u>4 746 445</u>
<u>Part des dépenses communes</u>			
Approvisionnements et transports, 21 p. 100	-	113 129	113 129
Administration centrale, 25 p. 100	-	4 236	4 236
	-	<u>117 365</u>	<u>117 365</u>
Total, services sanitaires	-	<u>4 863 810</u>	<u>4 863 810</u>
<u>Secours</u>			
Rations de base	-	9 750 042	9 750 042
Assistance aux familles nécessiteuses	-	11 644 498	11 644 498
	-	<u>21 394 540</u>	<u>21 394 540</u>
<u>Part des dépenses communes</u>			
Approvisionnements et transports, 54 p. 100	-	290 903	290 903
Administration centrale, 30 p. 100	-	5 084	5 084
	-	<u>295 987</u>	<u>295 987</u>
Total, secours	-	<u>21 690 527</u>	<u>21 690 527</u>

Tableau B (suite)

Dépenses extraordinaires	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<u>Approvisionnements et transports</u>	<u>-</u>	<u>538 710</u>	<u>-538 710</u>
<u>Ventilation des dépenses d'approvisionnement et de transport</u>			
Enseignement, 25 p. 100	-	(134 678)	(134 678)
Services sanitaires, 21 p. 100	-	(113 129)	(113 129)
Secours, 54 p. 100	-	(290 903)	(290 903)
 Total, ventilation des dépenses d'approvisionnement et de transport	 <u>-</u>	 <u>(538 710)</u>	 <u>(538 710)</u>
<u>Administration centrale</u>	<u>-</u>	<u>16 945</u>	<u>16 945</u>
<u>Ventilation des dépenses d'administration centrale</u>			
Enseignement, 45 p. 100	-	(7 625)	(7 625)
Services sanitaires, 25 p. 100	-	(4 236)	(4 236)
Secours, 30 p. 100	-	(5 084)	(5 084)
 Total, ventilation des dépenses d'administration centrale	 <u>-</u>	 <u>(16 945)</u>	 <u>(16 945)</u>
Total, dépenses communes	-	555 655	555 655
Total, dépenses communes ventilées	-	(555 655)	(555 655)
Solde net, dépenses communes	-	-	-
Total, dépenses extraordinaires	<u>657 483</u>	<u>31 204 155</u>	<u>31 204 155</u>
Total, tous services	<u>657 483</u>	<u>36 041 054</u>	<u>36 698 537</u>

Tableau D

FONDS GENERAL

Contributions de gouvernements pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982

(En dollars des Etats-Unis)

Donateurs	Nature ou utilisation	Soldes à recevoir		
		Contributions annoncées pour 1982	Au titre d'exercices antérieurs	Au titre de l'exercice 1982
Allemagne, République fédérale d'	2 500 000 deutsche marks	1 059 322	-	-
	7 177 000 deutsche marks (contribution spéciale)	2 887 083	-	-
	Farine (c.a.f. ports de l'Office) 4 511 tonnes	1 689 244 <u>b/</u>	-	-
Arabie saoudite	Dollars des Etats-Unis	1 200 000	-	-
	Dollars des Etats-Unis (contribution spéciale)	500 000	-	-
Argentine	Dollars des Etats-Unis	6 700	-	-
Australie	870 000 dollars australiens	902 045	-	-
Autriche	Dollars des Etats-Unis	132 000	-	-
	1 million de schillings (contribution spéciale pour l'éducation)	58 250	-	-
Bahamas	Dollars des Etats-Unis	500	-	-
Bahrein	Dollars des Etats-Unis	15 000	-	-
Barbade	Dollars des Etats-Unis	1 000	-	-
Belgique	18 millions de francs belges	391 304	-	-
	45 millions de francs belges	910 000	-	910 000
	Farine (c.a.f. ports de l'Office)			
	3 675 tonnes (contribution de 1980)	-	4 373	-
	Farine (c.a.f. ports de l'Office) 3 675 tonnes (contribution de 1981)	-	8 540	-

Tableau D (suite)

Donateurs	Nature ou utilisation	Soldes à recevoir		
		Contributions annoncées pour 1982	Au titre d'exercices antérieurs	Au titre de l'exercice 1982
Bénin	Dollars des Etats-Unis	854	-	-
Brésil	Dollars des Etats-Unis	10 000	-	-
Canada	3 600 000 dollars canadiens Farine (c.a.f. ports de l'Office) 10 568 tonnes (4 500 000 dollars canadiens)	2 858 277	-	-
		3 629 032 <u>a/</u>	-	3 629 032
Chili	Dollars des Etats-Unis	4 000	-	-
Chine, République populaire de	Dollars des Etats-Unis	50 000	-	-
Chypre	1 000 livres chypriotes	2 260	-	-
Communauté économique européenne (CEE)	Espèces) Voir l'annexe au) tableau D pour Produits alimentaires) plus de détails	21 248 935	-	21 248 935
		3 854 014 <u>a/</u>	-	1 862 688
Danemark	4 200 000 couronnes danoises (contribution ordinaire)	531 747	-	-
	Pour la formation professionnelle et pédagogique :			
	9 500 000 couronnes danoises pour 1981/1982	907 029	-	-
	Dollars des Etats-Unis (contribution pour les centres de formation de Ramallah en 1981/1982)	428 096	-	-
	16 000 000 couronnes danoises pour 1982/1983)	659 372	-	-

Tableau D (suite)

Donateurs	Nature ou utilisation	Contributions annoncées pour 1982	Soldes à recevoir	
			Au titre d'exercices antérieurs	Au titre de l'exercice 1982
Egypte	6 000 livres égyptiennes	7 299	-	-
Emirats arabes unis	Dollars des Etats-Unis	300 000	-	300 000
	Dollars des Etats-Unis (contribution spéciale)	500 000	-	500 000
Espagne	Dollars des Etats-Unis	1 000 000	-	-
Etats-Unis d'Amérique	Dollars des Etats-Unis	62 000 000	-	-
	Dollars des Etats-Unis (contribution supplémentaire)	5 000 000	-	5 000 000
Finlande	1 350 000 markkaa	297 291	-	-
France	5 465 000 francs français	832 588	-	-
	Enseignement du français :			
	1982/1983 785 000 francs français	75 086	-	-
	1981/1982	132 129	-	-
	Loyers	154 786	-	-
	Farine (1 825 tonnes c.a.f. ports de l'Office) 3 000 000 francs français	445 104	-	445 104
Gaza (Autorités de)	Loyers	94 607	-	-
	Fournitures médicales	5 541	-	-
Grèce	Dollars des Etats-Unis	40 000	-	-
Haute-Volta	500 000 francs CFA	1 445	-	1 445
Inde	Fournitures (200 000 roupies indiennes)	21 459	16 290	21 459
Indonésie	Dollars des Etats-Unis	8 000	-	-
Iran (République islamique d')	Dollars des Etats-Unis	30 000	-	30 000
Iraq	Dollars des Etats-Unis	500 000	3 500 000	-
Irlande	120 000 livres irlandaises	165 120	-	-
Islande	Dollars des Etats-Unis	17 500	-	-

Tableau D (suite)

Donateurs	Nature ou utilisation	Contributions annoncées pour 1982	Soldes à recevoir	
			Au titre d'exercices antérieurs	Au titre de l'exercice 1982
Israël	Services de transport	168 428	-	-
	Services portuaires	97 904	-	-
	Eau	68 900	-	-
	Fournitures médicales	1 474	-	-
Italie	2 milliards de liras	1 402 069	-	-
Jamahiriya arabe libyenne	Dollars des Etats-Unis	1 250 000	-	1 250 000
	Dollars des Etats-Unis (contribution supplémentaire)	-	3 000 000	-
Jamaïque	Dollars des Etats-Unis (pour 1980)	-	3 000	-
Japon	Dollars des Etats-Unis	7 000 000	-	-
	Farine (700 millions de yen) 6 000 tonnes	2 978 723 a/	-	2 978 723
	Espèces pour le transport maritime et l'assurance de la farine (350 millions de yen)	1 489 362	-	1 489 362
Jordanie	Loyers	130 471	-	-
	Eau	600 918	-	-
	Fournitures médicales	2 937	-	-
	Deux ambulances	20 000	-	-
Koweït	Dollars des Etats-Unis	600 000	-	-
	Dollars des Etats-Unis (contribution spéciale)	1 500 000	-	-
Liban	Loyers, services de laboratoire et de radiographie	43 605	-	-
	Eau	1 060	-	-
	Espèces, 60 000 livres libanaises (pour les loyers)	14 940	-	-
Libéria	Dollars des Etats-Unis	5 000	-	-
Luxembourg	380 000 francs luxembourgeois	7 557	-	-
Madagascar	Dollars des Etats-Unis (pour l'éducation)	2 650	-	-

Tableau D (suite)

Donateurs	Nature ou utilisation	Contributions annoncées pour 1982	Soldes à recevoir	
			Au titre d'exercices antérieurs	Au titre de l'exercice 1982
Malaisie	Dollars des Etats-Unis	5 000	-	-
Maldives	Dollars des Etats-Unis	1 000	-	-
	Dollars des Etats-Unis (contribution spéciale)	1 000	-	-
Malte	Dollars des Etats-Unis	988	-	-
Maroc	228 000 dirhams	49 565	-	49 565
Mexique	Dollars des Etats-Unis	5 035	-	-
Monaco	5 000 francs français	822	-	-
Norvège	27 500 000 couronnes norvégiennes	4 582 416	-	-
	8 millions de couronnes norvégiennes (contribution supplémentaire)	1 128 047	-	-
Nouvelle-Zélande	120 000 dollars néo-zélandais	88 195	-	-
Oman	Dollars des Etats-Unis	25 000	-	-
Pakistan	207 000 roupies pakistanaïses	17 086	-	-
Panama	Dollars des Etats-Unis	1 000	-	-
Pays-Bas	6 200 000 florins	2 297 077	-	-
Philippines	Dollars des Etats-Unis	6 000	-	-
Portugal	Dollars des Etats-Unis	10 000	-	-
Qatar	Dollars des Etats-Unis	100 000	-	-
	Dollars des Etats-Unis (contribution spéciale)	500 000	-	-
République arabe syrienne	Loyers	118 061	-	-
	Eau	14 669	-	-
	Remboursement des frais de manutention	15 299	-	1 089
	Remboursement des frais de transport	29 664	-	2 184
République de Corée	Dollars des Etats-Unis	5 000	-	-

Tableau D (suite)

Donateurs	Nature ou utilisation	Contributions annoncées pour 1982	Soldes à recevoir	
			Au titre d'exercices antérieurs	Au titre de l'exercice 1982
République-Unie du Cameroun	Dollars des Etats-Unis	1 410	-	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	4 millions de livres sterling	7 211 000	-	-
Saint-Siège	Dollars des Etats-Unis	2 500	-	-
Saint-Marin	3 millions de lires italiennes (contribution extraordinaire)	2 002	-	-
Sénégal	Dollars des Etats-Unis	1 868	-	-
Seychelles	Dollars des Etats-Unis	1 000	-	-
	Dollars des Etats-Unis (contribution supplémentaire)	500	-	-
Singapour	Dollars des Etats-Unis	3 000	-	-
Soudan	Dollars des Etats-Unis	6 027	6 020	6 027
Sri Lanka	Thé (c. et f. ports de l'Office)	1 000 <u>a/</u>	-	-
Suède	55 millions de couronnes suédoises (contribution ordinaire)	9 527 031	-	-
	5 millions de couronnes suédoises (contribution spéciale)	886 839	-	-
Suisse	1 500 000 francs suisses (contribution ordinaire)	788 851	-	-
	Lait entier 250 tonnes (f.o.b. port de Rotterdam) 2 115 000 francs suisses	1 084 615 <u>a/</u>	-	-
	Farine (6 000 tonnes c.a.f. ports de l'Office) 4 650 000 francs suisses	2 412 060 <u>a/</u>	-	-
	35 000 francs suisses pour le transport du lait	18 519	-	-
Thaïlande	360 000 baht	15 640	-	-
Togo	500 000 francs CFA	1 445	-	1 445

Tableau D (suite)

Donateurs	Nature ou utilisation	Contributions annoncées pour 1982	Soldes à recevoir	
			Au titre d'exercices antérieurs	Au titre de l'exercice 1982
Trinité-et-Tobago	Dollars des Etats-Unis	2 488	-	2 488
	Dollars des Etats-Unis (contribution spéciale pour l'éducation)	2 488	-	2 488
Tunisie	185 509 dinars tunisiens	11 223	-	-
Turquie	Dollars des Etats-Unis	20 000	-	-
Venezuela	Dollars des Etats-Unis	10 000	-	-
Viet Nam	Dollars des Etats-Unis	5 000	-	5 000
Yémen	Dollars des Etats-Unis	2 000	-	2 000
Yougoslavie	Fournitures médicales et couvertures	25 000	25 000	25 000
		<u>168 494 448</u>	<u>6 563 223</u>	<u>39 764 034</u>
<u>A ajouter</u>				
Ecart entre les valeurs attribuées par le donateur et par l'Office aux contributions en nature non livrées			<u>6 563 223</u>	<u>570 185</u> <u>40 334 219</u>

a/ Selon la valeur attribuée par le donateur.

b/ Valeur correspondant aux prix standard de l'Office pour 1982.

Annexe au tableau D

FONDS GENERAL

Etat des contributions annoncées par la communauté économique européenne pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982

(En dollars des Etats-Unis)

Exercice correspondant au programme du donateur	Nature des contributions a/	Contributions annoncées	Applicables aux opérations de l'exercice 1982	Solde à recevoir au titre de l'exercice 1982
1982	<u>Familles nécessiteuses</u>			
	Beurre émulsionné 437 tonnes	1 156 292	1 156 292	374 658
	Lait écrémé 582 tonnes	681 662	681 662	419 925
	Espèces pour l'achat de 582 tonnes de sucre	280 359	280 359	280 359
	Espèces pour l'achat de 978 tonnes d'autres produits	1 169 834	1 169 834	1 169 834
	Espèces pour les frais de manutention de 2 579 tonnes de fournitures	103 160	103 160	103 160
	<u>Programme d'alimentation d'appoint</u>			
	Beurre émulsionné 185 tonnes	489 506	489 506	158 608
	Lait écrémé 1 165 tonnes	1 364 496	1 364 496	840 571
	Espèces pour l'achat de 97 tonnes de sucre	46 726	46 726	46 726
	Espèces pour les dépenses de fonctionnement du programme d'alimentation d'appoint	3 880 368	3 880 368	3 880 368
	<u>Centres de formation professionnelle</u>			
	Beurre émulsionné 40 tonnes	105 839	105 839	34 293
	Lait écrémé 48 tonnes	56 220	56 220	34 633
	Espèces pour l'achat de 58 tonnes de sucre	27 940	27 940	27 940
	Espèces pour l'achat de 172,5 tonnes d'autres produits	206 336	206 336	206 336
	Espèces pour les frais de manutention de 318,5 tonnes de fournitures	12 740	12 740	12 740
	<u>Espèces pour le programme éducatif</u>	<u>15 521 472</u>	<u>15 521 472</u>	<u>15 521 472</u>
		<u>25 102 950</u>	<u>25 102 950</u>	<u>23 111 623</u>

a/ La valeur indiquée pour tous les produits alimentaires est celle attribuée par le donateur et ils sont tous livrés c.a.f. ports de l'Office par les soins du donateur.

FONDS GENERAL

Contributions d'organismes des Nations Unies pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Nature des contributions	Contributions annoncées pour 1982	Solde à recevoir	
			Au titre d'exercices antérieurs	Au titre de l'exercice 1982
Organisation des Nations Unies	Dépenses au titre du personnel recruté sur le plan international	5 664 204	-	-
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco)	Dépenses de personnel (programme ordinaire)	753 867	-	-
	Personnel parrainé par le Gouvernement japonais	61 412	-	-
Organisation mondiale de la santé (OMS)	Personnel	398 150	-	-
		<u>6 877 633</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Tableau F

FONDS GENERAL

Contributions de sources non gouvernementales pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Nature des contributions	Contributions pour l'enseignement			Autres contributions	
		Dépenses d'enseignement général	Dépenses de formation professionnelle	Autres dépenses renouvelables (enseignement)	Pour dépenses renouvelables	Pour dépenses non renouvelables
<u>Allemagne, République fédérale d'</u>						
Hirsh, Dr Helmut	Espèces	102	-	-	-	-
<u>Arabie saoudite</u>						
Arabian American Oil Co. (ARAMCO)	Espèces	80 000	80 000	60 000	-	-
<u>Australie</u>						
Australian Care for Refugees (AUSTCARE)	Espèces pour les dépenses de fonctionnement du centre sanitaire de Deir El Balah (Gaza)	-	-	-	18 899	-
<u>Autriche</u>						
Brunner, M. Robert	Vingt machines à coudre	-	-	-	-	1 000
Andel, M. Wilhelm	Espèces	-	150	-	-	-
<u>Canada</u>						
Fonds canadien de secours à l'enfance	Espèces pour les dépenses de fonctionnement du centre de réhydratation et de nutrition de Kan Younis (Gaza) ...	-	-	-	62 898	-
Henderson, Mae D. C.	Espèces	-	553	-	-	-
<u>Danemark</u>						
Statens Serum Institute	Fournitures médicales	-	-	-	2 541	-
<u>Etats-Unis d'Amérique</u>						
American Friends Service Committee	Espèces	397 978	-	-	-	-
American Near East Refugee Aid, Inc. (ANERA)	Espèces	-	4 700	-	-	-
Brittain, M. Robert	Espèces	-	1 500	-	-	-
International Education Foundation	Espèces pour les frais de fonctionnement de centres de jeux (Gaza)	45 000	-	-	-	-
World Vision International	Espèces	-	-	-	-	-
Salmon, Mme Harriet	Espèces	-	-	-	-	20 000
Quaintance, M. Charles	Espèces	-	100	-	-	-
Anonyme	Fournitures médicales	-	-	-	100	-
					45 041	-
<u>Gaza</u>						
Famille Abu Middain	Loyer	-	-	1 139	103	-
Famille Abu Salim	Loyer	-	-	86	205	-
Famille Abu Sha'b	Loyer	-	-	275	-	-
Famille Awada	Loyer	-	-	258	716	-
Familles Awada et Abu Middain	Loyer	-	-	177	23	-
Famille El Mussaddar	Loyer	-	-	23	148	-
Familles El Mussaddar et Qur'an	Loyer	-	-	-	-	-
Direction des Waqf	Loyer	-	-	232	-	-
Donateurs divers	Loyer	-	-	4 097	-	-
				131	319	-
<u>Jordanie</u>						
Al-Tewfik Travel and Tours Co.	Espèces	-	-	-	-	1 423
Banna Tours	Espèces	-	-	-	-	413
Fonds commun jordano-palestinien	Espèces	1 322 491	-	-	-	-
Conseil municipal de Qalqilia	Loyer	-	-	-	-	-
Saudi Business Machines Ltd.	Deux machines à écrire électriques	-	-	-	629	-
Anonyme	Espèces pour restaurer l'hôpital de Qalqilia	-	-	-	200	-
	Espèces	-	-	-	58 490	-
					2 094	-

Tableau F (suite)

Donateur	Nature des contributions	Contributions pour l'enseignement			Autres contributions	
		Dépenses d'enseignement général	Dépenses de formation professionnelle	Autres dépenses renouvelables (enseignement)	Pour dépenses renouvelables	Pour dépenses non renouvelables
Liban						
Mission américaine	Loyer	-	-	1 043	906	-
Communauté orthodoxe grecque	Loyer	-	-	-	1 527	-
Héritiers de Saadeddin Shatila	Loyer	-	-	-	3 053	-
Mmeimneh et Bohsali	Loyer	-	-	-	3 435	-
Mission syrienne au Liban	Loyer	-	-	-	4 580	-
Norvège						
Centre national des syndicats de travailleurs	Espèces pour l'école primaire de filles de Rafah	742	-	-	-	-
Conseil norvégien pour les réfugiés	Espèces pour les dépenses de fonctionnement du centre d'hygiène infantile du camp de Baqa'a (Jordanie)	-	-	-	68 276	-
	Espèces pour les dépenses de fonctionnement du centre de réhydratation et de nutrition de Wenche Myhre, camp de Rafah (Gaza)	-	-	-	151 600	-
Redd Barna	Espèces	80 305	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande						
Council of Organizations for Relief, Rehabilitation and Development (CORSO) Inc.	Espèces	-	-	30 000	-	-
République arabe syrienne						
Autorités locales syriennes	Services sanitaires	-	-	-	3 077	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord						
Annesley legs de, Mlle Mary	Espèces	268	-	-	-	-
Dryad	Matériel pédagogique	876	-	-	-	-
Christian Aid	Espèces pour l'achat d'outils pour les réfugiés handicapés au Liban	-	-	-	-	3 636
OXFAM	Couvertures	-	-	-	-	10 345
	Frais de personnel pour le projet de rééducation des réfugiés handicapés mis au point par le coordonnateur ...	-	-	-	-	18 014
Fonds de secours à l'enfance	Espèces pour les dépenses de fonctionnement de trois centres de jeux au Liban	7 720	-	-	-	-
Brune Park Country School	Espèces pour les études d'Adnan Awaydeh	120	-	-	-	-
Suède						
Rädda Barnen	Espèces pour les dépenses de fonctionnement du Centre de formation féminin de Ramallah	-	124 000	-	-	-
	Espèces pour les dépenses de fonctionnement du programme de formation familial du Centre de santé UNRWA/Suède (Gaza)	-	-	-	90 914	-
Comité suédois pour les réfugiés palestiniens	Espèces	210	-	-	-	-
Suisse						
Houtermans, M. Arno	Espèces	115	-	-	-	-
Krbec, Mlle Eva Marie	Espèces	-	1 007	-	-	-

Tableau F (suite)

Donateur	Nature des contributions	Contributions pour l'enseignement			Autres contributions	
		Dépenses d'enseignement général	Dépenses de formation professionnelle	Autres dépenses renouvelables (enseignement)	Pour dépenses renouvelables	Pour dépenses non renouvelables
<u>Organisations internationales</u>						
CARITAS (Autriche)	Espèces pour les dépenses de fonctionnement du Centre de santé d'Ama'ri (Cisjordanie)	-	-	-	5 000	-
Fédération des femmes de carrières libérales et commerciales (Etats-Unis d'Amérique)	Espèces pour les dépenses de fonctionnement du Centre de formation féminin de Ramallah	-	2 083	-	-	-
Fédération nationale des associations pour l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco)	Bons d'entraide	6 058	-	-	-	-
	Espèces pour le programme de coopération	3 000	-	-	-	-
	Films éducatifs	9 264	-	-	-	-
Holy Land Christian Mission International	Espèces pour les dépenses de fonctionnement de centres de jeux à Gaza	36 000	-	-	-	-
Fédération luthérienne mondiale	Fournitures	-	-	-	-	4 147
Mission pontificale pour la Palestine	Espèces pour les dépenses de fonctionnement du centre pour aveugles de Gaza	-	-	155 376	-	-
		<u>1 990 249</u>	<u>214 093</u>	<u>252 837</u>	<u>524 774</u>	<u>58 978</u>
	<u>Total de toutes les contributions</u>			<u>3 040 931 a/</u>		

a/ Y compris une contribution de 199 812 dollars annoncée pour 1982, mais effectivement versée en 1983.

FONDS GENERAL

Contributions du Fonds spécial de l'OPEP pour
l'exercice terminé le 31 décembre 1982

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Nature des contributions	Contributions annoncées pour 1982	Solde à recevoir	
			Au titre d'exercices antérieurs	Au titre de l'exercice 1982
Fonds spécial de l'OPEP	Espèces pour l'expansion du programme de formation professionnelle	177 064	-	125 611

Tableau H

FONDS GENERAL

Contributions de gouvernements pour les secours d'urgence au Liban
pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Nature des contributions	Contributions annoncées	Solde à recevoir
Allemagne, République fédérale d'	1 million de deutsche marks	392 157	-
Arabie saoudite	10 millions de riyals de l'Arabie saoudite	2 915 452	-
Argentine	Fournitures médicales	25 000 a/	25 000
Australie	Dollars des Etats-Unis	102 050	-
	500 000 dollars australiens	473 395	-
Autriche	500 000 schillings	28 818	-
	100 000 schillings (contribution supplémentaire)	6 000	6 000
Canada	950 000 dollars canadiens	758 120	-
Chine, République populaire de	Dollars des Etats-Unis	20 000	-
Communauté économique européenne (CEE)	Espèces	88 000	88 000
	Produits alimentaires (voir l'annexe au tableau H pour plus de détails)	3 084 892	2 399 088
Danemark	Dollars des Etats-Unis	684 658	-
	3 millions de couronnes danoises	347 383	347 383
Egypte	Dollars des Etats-Unis	50 000	50 000
Etats-Unis d'Amérique	Dollars des Etats-Unis	2 000 000	-
	Dollars des Etats-Unis (contribution supplémentaire)	14 500 000	14 500 000
Finlande	Dollars des Etats-Unis	531 124	-
Grèce	Produits alimentaires	145 000	145 000
Inde	340 000 schillings autrichiens	19 890	-
Islande	Dollars des Etats-Unis	18 200	18 200
Italie	Dollars des Etats-Unis	335 000	335 000
	Fournitures (2 500 000 000 de lires)	1 760 000	356 821
	Dollars des Etats-Unis (produits alimentaires)	800 000	800 000
Norvège	4 millions de couronnes norvégiennes	584 163	-
Nouvelle-Zélande	315 500 schillings autrichiens	17 984	-
Pays-Bas	250 000 florins	92 404	-
	1 500 000 florins	558 119	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Couvertures (50 000 livres sterling)	85 911 a/	-
	Farine 5 750 tonnes c.a.f. (1 million de livres sterling)	1 700 680	-
	Tentes (37 000 livres sterling)	63 683 a/	-
Sénégal	Dollars des Etats-Unis	5 000	5 000

Tableau H (suite)

Donateur	Nature des contributions	Contributions annoncées	Solde à recevoir
Suède	3 millions de couronnes suédoises	487 567	-
	5 500 000 couronnes suédoises	865 790	-
	1 345 000 couronnes suédoises (tentes)	230 814 <u>a/</u>	-
	Personnel (400 000 couronnes suédoises)	63 796 <u>a/</u>	-
Suisse	250 000 francs suisses	115 207	-
	200 000 francs suisses	96 759	-
	Lait entier 50 tonnes (50 000 francs suisses)	227 273 <u>a/</u>	-
	Tentes	94 794 <u>a/</u>	94 794
Thaïlande	Dollars des Etats-Unis	1 000	-
Yougoslavie	Couvertures (500 000 dinars yougoslaves)	7 813 <u>a/</u>	7 813
		<u>34 383 896</u>	<u>19 178 099</u>

a/ Selon la valeur attribuée par le donateur.

Annexe au tableau H

FONDS GENERAL

Etat des contributions annoncées par la Communauté économique européenne
pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982

(En dollars des Etats-Unis)

Exercice correspondant au programme du donateur	Nature des contributions	Contributions annoncées*	Solde à recevoir*
1982	Beurre émulsionné : 500 tonnes	1 319 325	1 175 941
	Lait écrémé : 1 000 tonnes	1 087 473	545 053
	Huile végétale : 700 tonnes	678 094	678 094
	Espèces pour les frais de manutention	88 000	88 000
		<u>3 172 892</u>	<u>2 487 088</u>

* La valeur indiquée pour tous les produits alimentaires est celle attribuée par le donateur et ils sont tous livrés c.a.f. ports de l'Office par les soins du donateur.

FONDS GENERAL

Contributions d'organismes des Nations Unies aux secours d'urgence au Liban
pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Nature des contributions	Contributions annoncées pour 1982	Solde à recevoir
Organisation mondiale de la santé (OMS)	Personnel	6 800	-
	Fournitures médicales	388 000	388 000
Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, par l'intermédiaire de l'OMS	Espèces pour services sanitaires	500 000	500 000
Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe	Dollars des Etats-Unis pour l'enlèvement des décombres, l'évacuation des eaux ménagères et le système d'assainissement dans les camps, l'achat de vêtements d'hiver et de savon pour les réfugiés	1 075 148	859 000
		<u>1 969 948</u>	<u>1 747 000</u>

Tableau J

FONDS GENERAL

Contributions de sources non gouvernementales pour les secours d'urgence
au Liban pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Nature des contributions	Montant
<u>Autriche</u>		
Austrian Airlines	Transport de marchandises par avion	44 248
Croix-Rouge autrichienne	Vêtements usagés	1 200
Austrian Volks Hilfe	Produits alimentaires	47 172
<u>Belgique</u>		
OXFAM	Couvertures	20 055
	Lait écrémé 30 tonnes	46 200
<u>Etats-Unis d'Amérique</u>		
American Corporate Aid for Lebanon Inc.	Espèces pour l'achat de couvertures et de fourneaux	50 000
American Friends Service Committee	Vêtements usagés, savon et couvertures	22 165
American Jewish Joint Distribution Committee Inc.	Ciment et fourneaux à kérosène	162 357
American Near East Refugee Aid Inc. (ANERA)	Espèces	25 000
Hodnett, Mme W. P.	Espèces	400
Secours luthérien mondial (New York)	Vêtements usagés et savon de de toilette	152 259
Noble, Mlle Alberta	Espèces	300
Quaintance, M. Charles	Espèces	250
Taylor, Mlle Susan	Espèces	200
World Vision International	Produits alimentaires	117 263
	Couvertures	113 645
	Espèces	28 000
<u>Finlande</u>		
Jardin d'enfants finlandais (Jérusalem)	Espèces	31
Conseil finlandais pour les réfugiés	Couvertures	21 112

Tableau J (suite)

Donateur	Nature des contributions	Montant
<u>Italie</u>		
Caritas italiana	Espèces	70 000
<u>Koweït</u>		
Sources charitables au Koweït	Vêtements usagés	80 000
<u>Norvège</u>		
Conseil norvégien pour les réfugiés	Articles ménagers et véhicules	240 428
	Camion Volvo	45 000
	Espèces	100 000
Conseil norvégien pour les réfugiés (Jérusalem)	Espèces	576
Redd Barna	Personnel	48 399
<u>Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord</u>		
Christian Aid	Espèces	60 036
Ewbank. M. Gordon	Espèces	88
Friends International Centre	Espèces	20
Nuttal, M. Trevor	Espèces	162
OXFAM	Espèces	139 951
	Produits alimentaires	10 856
	Couvertures	173 142
	20 000 livres libanaises pour la réparation de conduites d'eau à Baalbek, à Burj El-Shamali et à Shatila (Liban)	6 122
	Personnel	15 209
	Espèces	25
Donateurs divers	Personnel	27 136
Fonds de secours à l'enfance	Espèces pour l'achat de médicaments pour enfants	25 000
Syndicat des étudiants de King's College	Espèces	227
Help the aged	Savon et vêtements usagés	38 859

Tableau J (suite)

Donateur	Nature des contributions	Montant
<u>Suède</u>		
Rädda Barnan	Espèces pour l'achat de kérosène	29 662
	Espèces pour couvrir le coût de quatre réfrigérateurs à gaz	3 600
	Frais d'habillement	22 238
	Lait écrémé et semoule	32 348
	Personnel	117 266
	Fourneaux portatifs à pétrole vaporisé sous pression	6 579
	Vêtements usagés et fourneaux à kérosène	451 525
	Véhicules	90 000
<u>Divers</u>		
Personnel de l'Office (Gaza)	Espèces	58 919
Personnel de l'Office (Nord du Liban)	Espèces	5 652
Organisation de libération de la Palestine	Couvertures et produits alimentaires	479 402
Fédération luthérienne mondiale	Fournitures	3 527
	Tentes, couvertures et vêtements usagés	124 700
Doss, Mlle Leila	Espèces	500
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)	Produits alimentaires	201 188
FISE (Jérusalem)	Lait écrémé, savon et couvertures	12 950
Institutions de charité parrainées par l'Organisation de libération de la Palestine	Couvertures	274 085
Comité international de la Croix-Rouge (Genève)	Coton hydrophile	12 283
Conseil des Eglises du Moyen-Orient et Comité central mennonite	Produits alimentaires	370 044
	Produits alimentaires, savon et vêtements usagés	6 291

Tableau J (suite)

Donateur	Nature des contributions	Montant
Comité arabo-israélien charitable de Galilée	Bottes de caoutchouc et vêtements usagés	47 662
Personnel du Centre inter- national de Vienne	Vêtements usagés	9 050
Anonyme	Fournitures	2 401
	Espèces	486
		<u>4 358 451</u> a/

a/ Les contributions non acquittées au 31 décembre 1982 s'élevaient à 2 540 502 dollars; sur cette somme, 72 441 dollars avaient été reçus en 1983 au moment de l'établissement des présents comptes.

Tableau K

FONDS GENERAL

Recettes accessoires pour l'exercice terminé le
31 décembre 1982

(En dollars des Etats-Unis)

Nature	Montant
Intérêts bancaires	4 537 215
Vente d'emballages vides	285 925
Remboursement des dépenses d'administration de la Caisse de prévoyance du personnel régional	72 107
Vente de matériel hors d'usage, de ferraille et de farine avariée	9 296
Bénéfices provenant d'activités productrices de recettes	24 005
Frais généraux récupérés sur des achats pour le compte de tiers	16 695
Remboursement de dommages-intérêts au titre de l'assurance-incendie ..	38 211
Divers	12 010
Total, recettes accessoires	<u>4 995 464</u>

Tableau L

FONDS GENERAL

Règlement d'engagements d'exercices antérieurs durant la période de
12 mois terminée le 31 décembre 1982

(En dollars des Etats-Unis)

Enseignement	Engagements reportés de 1981	Engagements réglés par voie de décaissement	Engagements reportés sur 1983	Economies réalisées lors du règlement d'engagements d'exercices antérieurs
<u>Enseignement général</u>				
Enseignement primaire	4 484 024	1 127 546	3 035 354	321 124
Enseignement primaire supérieur	328 933	315 476	90 099	(76 642)
Enseignement secondaire	109 243	91 869	-	17 374
Activités de jeunes	35 012	5 112	16 735	13 165
Centres de formation préscolaire	860	1 005	-	(145)
Formation en cours d'emploi et centres pour le développement de l'enseignement	12 246	9 529	-	2 717
Total, enseignement général	4 970 318	1 550 537	3 142 188	277 593
<u>Formation professionnelle et technique</u>				
<u>Formation donnée dans les centres de l'Office</u>				
Centre de formation d'Ouadi Seir	161 245	110 418	36 164	14 663
Centre de formation d'Amman	89 288	82 290	5 622	1 376
Centre de formation professionnelle de Kalandia	87 269	46 628	37 871	2 770
Centre de formation pédagogique de garçons de Ramallah	10 348	1 467	-	8 881
Centre de formation féminin de Ramallah	33 041	28 171	2 341	2 529
Centre de formation professionnelle de Gaza	179 463	121 288	36 561	21 614
Centre de formation de Siblin	81 429	33 397	948	47 084
Centre de formation professionnelle de Damas	150 408	89 962	39 305	21 141
Formation artisanale des adultes	82	1 754	-	(1 672)
Centre de couture	46 585	-	-	(46 585)
Total, formation donnée dans les centres de l'Office	839 158	515 375	158 812	164 971
<u>Formation donnée hors des centres de l'Office mais subventionnée par lui</u>				
Formation de base de sages-femmes	4 633	4 072	-	561
Formation professionnelle d'instructeurs	3 981	3 518	-	463
Formation des jeunes handicapés	9 151	9 151	-	-
Total, formation donnée hors des centres de l'Office	17 765	16 741	-	1 024

Tableau L (suite)

Enseignement (suite)	Engagements reportés de 1981	Engagements réglés par voie de décaissement	Engagements reportés sur 1983	Economies réalisées lors du règlement d'engagements d'exercices antérieurs
<u>Enseignement supérieur</u>				
Bourses d'études supérieures en Jordanie	-	-	-	-
Bourses d'études supérieures en Cisjordanie	9 293	9 293	-	-
Bourses d'études supérieures en Egypte	4 538	4 537	-	1
Bourses d'études supérieures en République arabe syrienne	17 585	17 584	-	1
Bourses d'études supérieures au Liban	-	-	-	-
Bourses d'études supérieures en Iraq	-	-	-	-
Bourses d'études supérieures en Turquie	-	-	-	-
Bourses d'études supérieures en Arabie saoudite	-	-	-	-
Bourses d'études supérieures au Soudan	-	-	-	-
Total, enseignement supérieur	<u>31 416</u>	<u>31 414</u>	<u>-</u>	<u>2</u>
Total, formation professionnelle et technique	<u>888 339</u>	<u>563 530</u>	<u>158 812</u>	<u>165 997</u>
TOTAL, enseignement	<u><u>5 858 657</u></u>	<u><u>2 114 067</u></u>	<u><u>3 301 000</u></u>	<u><u>443 590</u></u>

Tableau L (suite)

Services sanitaires	Engagements reportés de 1981	Engagements réglés par voie de décaissement	Engagements reportés sur 1983	Economies réalisées lors du règlement d'engagements d'exercices antérieurs
<u>Services médicaux</u>				
Laboratoires	2 957	3 057	-	(100)
Dispensaires	211 655	25 126	168 172	18 357
Centres de santé maternelle	46 493	35 688	10 805	-
Hôpitaux	360	272	-	88
Soins dentaires	2 635	-	-	2 635
Education sanitaire	6 496	24	-	6 472
Autres services médicaux	16 257	-	-	16 257
Total, services médicaux	<u>286 853</u>	<u>64 167</u>	<u>178 977</u>	<u>43 709</u>
<u>Alimentation d'appoint</u>				
Repas chauds	75 147	23 161	360	51 626
Programme de distribution de lait	2 550	2 519	-	31
Total, alimentation d'appoint	<u>77 697</u>	<u>25 680</u>	<u>360</u>	<u>51 657</u>
<u>Assainissement</u>				
Drainage des eaux de surface	53 698	38 534	-	15 164
Evacuation des ordures et des eaux ménagères	58 972	16 566	-	42 406
Approvisionnement en eau	20 724	16 681	-	4 043
Installations diverses	1 800	-	-	1 800
Total, assainissement	<u>135 194</u>	<u>71 781</u>	<u>-</u>	<u>63 413</u>
TOTAL, services sanitaires	<u><u>499 744</u></u>	<u><u>161 628</u></u>	<u><u>179 337</u></u>	<u><u>158 779</u></u>

Tableau L (suite)

Secours	Engagements reportés de 1981	Engagements réglés par voie de décaissement	Engagements reportés sur 1983	Economies réalisées lors du règlement d'engagements d'exercices antérieurs
<u>Rations de base</u>				
Distribution	<u>15 244</u>	<u>13 673</u>	-	<u>1 571</u>
Total, rations de base	15 244	13 673	-	1 571
<u>Logement</u>				
Construction et entretien de logements	143 137	56 697	80 993	5 447
Amélioration des routes et des camps	<u>11 228</u>	<u>1 671</u>	-	<u>9 557</u>
Total, logement	154 365	58 368	80 993	15 004
<u>Assistance aux familles nécessiteuses</u>				
Couvertures	<u>66 836</u>	<u>60 017</u>	-	<u>6 819</u>
Total, assistance aux familles nécessiteuses	<u>66 836</u>	<u>60 017</u>	-	<u>6 819</u>
TOTAL, secours	<u><u>236 445</u></u>	<u><u>132 058</u></u>	<u><u>80 993</u></u>	<u><u>23 394</u></u>

Tableau L (suite)

Dépenses communes	Engagements reportés de 1981	Engagements réglés par voie de décaissement	Engagements reportés sur 1983	Economies réalisées lors du règlement d'engagements d'exercices antérieurs
<u>Approvisionnement et transports</u>				
Achat et contrôle des approvisionnements	758	-	-	758
Entreposage des approvisionnements	30 465	8 536	-	21 929
Entretien des véhicules	12 507	4 934	3 021	4 552
Transport de passagers	7 233	4 663	-	2 570
Transport de marchandises	15 604	-	-	15 604
Administration	1 485	1 536	-	(51)
Total, approvisionnement et transports	68 052	19 669	3 021	45 362
<u>Autres services intérieurs</u>				
Services administratifs	26 265	13 158	-	13 107
Services financiers	561	561	-	-
Services de traitement des données	500	-	-	500
Services techniques	13 218	9 876	3 756	(414)
Total, autres services intérieurs	40 544	23 595	3 756	13 193
<u>Administration centrale</u>				
Administration locale	540	524	-	16
Administration des camps	1 350	1 216	-	134
Information	61 865	21 999	20 763	19 103
Total, administration centrale	63 755	23 739	20 763	19 253
TOTAL, dépenses communes	172 351	67 003	27 540	77 808
<u>Dépenses extraordinaires indépendantes des programmes</u>				
<u>Dépenses entraînées par les troubles locaux</u>				
Entretien des cantines	363	-	-	363
Entretien des logements	1 639	1 486	-	153
Total, dépenses entraînées par les troubles locaux	2 002	1 486	-	516
Total, dépenses extraordinaires indépendantes des programmes	2 002	1 486	-	516
TOTAL, tous services	6 769 199	2 476 242	3 588 870	704 087

Notes explicatives concernant les états financiers du Fonds
général pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982

Etat des crédits, des dépenses et des engagements

Note 1

Les chiffres budgétaires sont ceux du budget de l'Office pour 1982 qui avait été présenté à l'Assemblée générale lors de sa trente-sixième session 4/, tels qu'ils ont été ajustés et présentés à l'Assemblée générale lors de sa trente-septième session 5/, et exceptionnellement ajustés par incorporation des chiffres budgétaires pour les secours d'urgence au Liban.

Etat des recettes, des dépenses et des engagements

Note 2

Ne sont comptabilisées comme recettes que les contributions versées à l'Office, c'est-à-dire les contributions dont l'Office peut contrôler directement l'utilisation et qui sont de nature à pouvoir être utilisées dans le cadre de son programme. Toutes les autres contributions, même si elles passent par l'Office sont considérées comme étant versées directement aux réfugiés et ne sont pas comptabilisées comme recettes.

Note 3

Pour les contributions en nature, la valeur comptabilisée est celle qui est indiquée par le donateur, si elle est connue, ou celle correspondant aux prix standards de l'Office. Pour éviter tout manque de concordance entre le compte "recettes" et le compte "dépenses", lorsque des contributions en nature ont été comptabilisées comme des recettes pour des valeurs qui diffèrent des prix standards de l'Office, il a été tenu compte de ces écarts dans le compte "dépenses" (voir aussi la note 9 ci-après).

Note 4

Les dépenses et les engagements sont imputés sur les recettes de l'année en cours. La seule différence entre ces deux rubriques est que les dépenses représentent des charges effectivement réglées à payer, alors que les engagements représentent une réserve de fonds pour les postes budgétisés dont l'imputation sur les recettes de l'année en cours a été approuvée. Les dépenses et les engagements sont ventilés séparément dans les tableaux (voir le tableau A pour les dépenses et le tableau B pour les engagements).

Note 5

La répartition des dépenses communes entre les trois principaux programmes (enseignement, services sanitaires et secours) se fonde sur les pourcentages indiqués aux tableaux A et B du Fonds général.

Etat du fonds de roulement

Note 6

Le compte du fonds de roulement de l'Office représente l'excédent de son actif sur son passif et il est constitué uniquement par l'accumulation nette des excédents annuels des recettes sur les dépenses, moins les excédents annuels des dépenses sur les recettes depuis la création de l'Office. Ce compte ne fait donc pas l'objet d'un financement distinct.

Note 7

Le solde du fonds de roulement accuse une diminution considérable par rapport à l'année dernière du fait de l'excédent des dépenses sur les recettes au titre des secours d'urgence au Liban, qui s'élèvent à 11 100 000 dollars.

Etat de l'actif et du passif

Note 8

Une somme de 1 121 530 dollars figurant à la rubrique "Encaisse et disponible en banque" représente les liquidités détenues par les détenteurs d'avances temporaires, les trésoriers et les chèques non payés qui, au 31 décembre 1982, étaient tirés depuis plus de six mois.

Note 9

Pour les contributions à recevoir en produits alimentaires, la valeur comptabilisée est celle qui est indiquée par le donateur, si elle est connue, ou celle qui correspond aux prix standards de l'Office. Dans le premier cas, tout écart par rapport aux prix standards de l'Office que peuvent faire apparaître les contributions à recevoir en fin d'exercice a été imputé sur le compte "dépenses" et porté au crédit ou au débit de la réserve pour évaluation des contributions à recevoir.

Note 10

L'augmentation sensible des contributions à recevoir par rapport à l'année dernière est due à l'incorporation du montant des dons non acquittés au titre des secours d'urgence au Liban. Voici, au 31 décembre 1982, le détail des contributions à recevoir pour ce programme particulier :

	<u>Dollars E.-U.</u>
En espèces	17 377 034
En nature	<u>6 088 567</u>
Total	23 465 601

(voir tableaux H, I et J)

Note 11

La valeur des stocks est calculée en faisant la moyenne pondérée des prix coûtants c.a.f., une marge étant prévue pour les pertes éventuelles sur les fournitures inutilisables. Une somme de 5 284 860 dollars est incluse sous la rubrique "Stocks de fournitures" pour les secours d'urgence au Liban.

Note 12

a) Si la provision pour indemnités à verser à la cessation de service a été portée de 44 891 849 dollars au 31 décembre 1981 à 52 867 576 dollars au 31 décembre 1982, cela tient, comme les autres années, à la fois à l'accroissement naturel des obligations résultant de l'augmentation des rémunérations et à une nouvelle orientation de la politique de l'Office qui réduit progressivement dans ses estimations le pourcentage de fonctionnaires qui, à la cessation de service, ne devraient pas recevoir une indemnité de licenciement. Cette année, ce pourcentage a été réduit de 10 p. 100 pour chacune des principales catégories de fonctionnaires, l'Office est donc parti du principe que 20 p. 100 des agents des services généraux et des enseignants et 10 p. 100 des travailleurs manuels ne rempliraient pas les conditions requises pour avoir droit au versement d'une indemnité de licenciement;

b) On escompte disposer finalement d'une provision qui permettrait le versement d'une indemnité à tous les fonctionnaires. Pour atteindre cet objectif cette année, il aurait fallu prévoir environ 7 millions de dollars de plus.

Note 13

La provision destinée à couvrir, le moment venu, les frais de rapatriement du personnel régional transféré de Beyrouth à Vienne et à Amman est à nouveau majorée cette année de 250 000 dollars, ce qui la porte à 750 000 dollars. On continuera d'accroître cette provision au cours des prochaines années, jusqu'à ce que l'objectif prévu soit atteint.

Note 14

Le montant de la "réserve pour engagements non réglés" au 31 décembre 1982 représente une augmentation de 33 500 000 dollars par rapport à l'année dernière. La principale raison de cette importante augmentation est l'incorporation des engagements pour les secours d'urgence au Liban qui, aux fins de l'établissement du budget et de la comptabilisation, ont été imputés sur l'exercice 1982 et s'élèvent à 31 200 000 dollars.

Note 15

Au 31 décembre 1982, le passif exigible de l'Office s'élevait à 3 468 093 dollars, correspondant notamment à des commandes de marchandises qui n'avaient pas encore été livrées. En outre, on peut considérer que l'Office avait une dette exigible, d'un montant important mais impossible à déterminer, correspondant à certaines subventions réclamées par des gouvernements.

Note 16

a) Les biens de capital fixe non comptabilisés dans les comptes (voir l'alinéa e) de la "Récapitulation des grands principes de comptabilité") sont énumérés ci-après à leur coût initial :

	<u>Dollars E.-U.</u>
Véhicules (non compris les véhicules hors d'usage non encore vendus)	4 553 732
Matériel	7 229 037
Terrains appartenant à l'Office	51 248
Bâtiments construits sur des terrains appartenant à l'Office	<u>422 031</u>
	<u><u>12 256 048</u></u>

b) L'Office a seulement le droit d'occupation dans les bâtiments (écoles, centres de formation, centres de distribution des rations, dispensaires, entrepôts et autres installations) qu'il a construits sur des terrains appartenant à des gouvernements ou cédés à bail par des propriétaires privés. Le montant total des dépenses de construction de ces bâtiments (y compris le financement des achats de terrains par les gouvernements des divers pays dans certains cas et les sommes à verser aux propriétaires de terrains loués) s'élevait à 30 205 071 dollars au 31 décembre 1982;

c) L'Office a également construit des logements pour les réfugiés moyennant un coût total de 10 957 808 dollars sur des terrains appartenant à des gouvernements ou à des particuliers. Le statut juridique de ces logements demeure indéterminé.

Note 17

Au cours de l'année considérée, la situation d'urgence au Liban a considérablement affecté les opérations du Bureau régional du Liban. Les données reçues localement ne sont ainsi peut-être pas aussi complètes et exactes qu'à l'ordinaire. L'Agence estime cependant que, pour autant qu'elle sache, les données ainsi fournies sont fondamentalement exactes et que les conséquences d'éventuelles erreurs sur l'état de l'actif et du passif de l'Agence sont minimes.

**IV. ETATS FINANCIERS DE LA CAISSE DE PREVOYANCE
DU PERSONNEL REGIONAL POUR L'EXERCICE
TERMINE LE 31 DECEMBRE 1982**

CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL REGIONAL

Actif et passif

(En dollars des Etats-Unis)

Au 31 décembre 1982 Au 31 décembre 1981

Actif

<u>Placements (tableau A) :</u>		
Bank of America, Londres	43 626 114	39 350 961
Bankers Trust, Londres	57 507 587	51 659 336
First National Bank of Chicago, Genève	62 866 784	54 659 715
Creditanstalt Bankverein, Vienne	26 932 081	13 137 934
	<u>190 982 566</u>	<u>158 807 946</u>
Sommes à recevoir du Fonds général de l'Office	-	16 626
	<u>190 932 566</u>	<u>158 824 572</u>

Passif

<u>Crédits des participants en activité : a/</u>		
Crédits en dollars des Etats-Unis	35 058 618	29 774 324
Crédits en livres libanaises		
90 054 965 livres libanaises au taux de change de		
0,2600 livre pour un dollar des Etats-Unis	23 414 291	19 471 966
Crédits en livres syriennes		
71 449 531 livres syriennes au taux de change de		
0,2564 livre pour un dollar des Etats-Unis	18 319 660	15 553 210
Crédits en dinars jordaniens		
28 708 781 dinars jordaniens au taux de change de		
2,8200 dinars pour un dollar des Etats-Unis	80 958 762	70 635 712
Crédits en schillings autrichiens		
104 858 283 schillings autrichiens au taux de change de		
0,0600 schilling pour un dollar des Etats-Unis	6 291 497	5 215 848
	<u>164 042 828</u>	<u>140 651 060</u>
Crédits des anciens participants	1 365 115	1 429 342
Sommes à verser au Fonds général de l'Office	570 963	-
Solde des ajustements de change	487 492	131 259

Excédent

Recettes à répartir (état II)	19 753 470	13 825 771
Excédent non réparti (état III)	4 712 698	2 787 140
	<u>190 932 566</u>	<u>158 824 572</u>

a/ Voir ci-après note 1.

CERTIFIE EXACT :

Le Contrôleur,

(Signé) George J. LATTURNER

APPROUVE :

Le Commissaire général,

(Signé) Olof RYDBECK

Compte de répartition des recettes

(En dollars des Etats-Unis)

	Exercice terminé le	
	31 décembre 1982	31 décembre 1981
<u>Solde au 1er janvier</u>	13 825 771	15 904 553
<u>A ajouter :</u>		
Virement opéré sur l'excédent non réparti ..	<u>300 000</u>	<u>1 600 000</u>
	14 125 771	17 504 553
<u>A déduire :</u>		
Intérêts crédités aux comptes des participants au titre d'exercices antérieurs	<u>13 858 484</u>	<u>17 104 189</u>
	267 287	400 364
<u>A ajouter :</u>		
Revenu net des placements (voir tableau) ...	22 336 620	15 490 057
<u>A ajouter :</u>		
Gains nets au change provenant des crédits de participants qui ne sont plus en activité	<u>7</u>	<u>(94 543)</u>
	22 336 627	15 395 514
<u>A déduire :</u>		
Dépenses d'administration	<u>81 049</u>	<u>90 228</u>
Revenu net	<u>22 255 578</u>	<u>15 305 286</u>
	22 522 865	15 705 650
<u>A déduire :</u>		
Virement de 10 p. 100 du revenu net à l'excédent non réparti (état III)	<u>2 225 558</u>	<u>1 530 529</u>
	20 297 307	14 175 121
<u>A déduire :</u>		
Intérêts versés sur les crédits ayant fait l'objet de retraits pendant l'exercice	<u>543 837</u>	<u>349 350</u>
Solde au 31 décembre	<u>19 753 470</u>	<u>13 825 771</u>

CERTIFIE EXACT :

Le Contrôleur,

(Signé) George J. LATTURNER

APPROUVE :

Le Commissaire général,

(Signé) Olof RYDBECK

CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL REGIONAL

Excédent non réparti

(En dollars des Etats-Unis)

	<u>Exercice terminé le</u>	
	31 décembre 1982	31 décembre 1981
Solde au 1er janvier	2 787 140	2 856 611
<u>A déduire :</u>		
Virement aux recettes pour répartition ...	300 000	1 600 000
	<u>2 487 140</u>	<u>1 256 611</u>
<u>A ajouter :</u>		
Virement opéré sur les recettes de l'exercice en cours	2 225 558	1 530 529
Solde au 31 décembre	<u><u>4 712 698</u></u>	<u><u>2 787 140</u></u>

CERTIFIE EXACT :

Le Contrôleur,(Signé) George J. LATTURNER

APPROUVE :

Le Commissaire général,(Signé) Olof RYDBECK

Tableau

CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL REGIONAL

Placements et revenu des placements pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982

(En dollars des Etats-Unis)

	Bank of America, Londres	Bankers Trust, Londres	First National Bank of Chicago Genève	Creditanstalt Bankverein, Vienne	Total
<u>Placements au 1er janvier</u>	39 350 961	51 659 336	54 659 715	13 137 934	158 807 946
<u>A ajouter :</u>					
Capitalisation pendant l'exercice	(1 194 992)	-	-	10 982 992	9 788 000
	<u>38 155 969</u>	<u>51 659 336</u>	<u>54 659 715</u>	<u>24 120 926</u>	<u>168 595 946</u>
Revenu brut des placements	5 585 512	5 916 562	8 283 584	2 828 784	22 614 442
<u>A déduire :</u>					
Honoraires des sociétés de gestion des placements	<u>115 367</u>	<u>68 311</u>	<u>76 515</u>	<u>17 629</u>	<u>277 822</u>
Revenu net des placements	5 470 145	5 848 251	8 207 069	2 811 155	22 336 620
<u>Placements au 31 décembre a/</u>	<u>43 626 114</u>	<u>57 507 587</u>	<u>62 866 784</u>	<u>26 932 081</u>	<u>190 932 566</u>
Rendement des placements b/	<u>14,1 p. 100</u>	<u>11,3 p. 100</u>	<u>15,0 p. 100</u>	<u>15,0 p. 100</u>	<u>13,6 p. 100</u>

Placements et revenu des placements pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982 (suite)

	First				Total
	Bank of America, Londres	Bankers Trust, Londres	National Bank of Chicago Genève	Creditanstalt Bankverein, Vienne	
<u>Répartition des placements par monnaie</u>		<u>Pourcentage</u>			
Dollars des Etats-Unis	80,0	71,9	99,3	99,5	86,7
Livres sterling	-	3,6	-	-	1,1
Francs suisses	-	-	0,2	-	0,1
Marks allemands	11,5	9,5	0,5	-	5,6
Florins néerlandais	8,5	-	-	-	1,9
Schillings autrichiens	-	-	-	0,5	0,1
Yen japonais	-	15,0	-	-	4,5
	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>
<u>Répartition des placements par type et selon l'échéance :</u>			<u>Pourcentage</u>		
Dépôts bancaires à échéance d'un an ou moins	6,5	17,6	89,8	38,5	41,8
Titres à échéance fixe :					
Echéance de 2 ans ou moins ...	3,8	70,2	0,2	7,2	23,0
Echéance de 5 ans ou moins ...	89,7	12,2	9,5	54,3	35,0
Echéance de plus de 5 ans	-	-	0,5	-	0,2
	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>

a/ Voir note 2 ci-après.

b/ Voir note 3 ci-après.

Notes explicatives concernant les états financiers de la Caisse
de prévoyance du personnel régional pour l'exercice terminé le
31 décembre 1982

Note 1

Les gains ou pertes au change afférents aux diverses monnaies locales pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982, qui ont été portés aux comptes des participants en activité, étaient à la date susmentionnée répartis comme suit :

	(Dollars des Etats-Unis)
Livres	
libanaises : perte de 17 p. 100 - 17 986 245 livres libanaises au taux de 0,2600 livre pour un dollar des Etats-Unis	4 676 424
Dinars	
jordanien : gain de 4 p. 100 - 1 093 833 dinars jordaniens au taux de 2,8200 dinars pour un dollar des Etats-Unis	3 084 609
Schillings	
autrichien : gain de 5 p. 100 - 4 993 251 schillings autrichiens au taux de 0,0600 schilling pour un dollar des Etats-Unis	<u>299 595</u>
<u>Perte nette</u>	<u><u>1 292 220</u></u>

Les ajustements de change sont arrondis par défaut de manière à constituer un nombre entier. Des soldes subsistent de ce fait dans les comptes respectifs de gains et de pertes de change afférents aux diverses monnaies locales. Ces soldes serviront à effectuer manuellement les ajustements de change nécessaires pour les participants qui ont quitté la Caisse entre le 1er janvier 1983 et la date limite pour l'établissement des états de paie de février 1983 ainsi que pour les transferts intersectoriels en 1982.

Note 2

Sur la base du principe de l'évaluation au prix coûtant ou à la valeur en bourse, la plus faible de ces valeurs étant retenue, au 31 décembre 1982, le portefeuille confié à la Bank of America, à la First National Bank of Chicago et à la Creditanstalt Bankverein reflète le prix coûtant, tandis que le portefeuille confié à la Bankers Trust reflète la valeur en bourse. C'est pour cette raison que les chiffres concernant les placements pour l'exercice terminé à la fin de l'année qui figurent au tableau ci-dessus diffèrent de ceux qui ont été publiés par les trois premières de ces sociétés de gestion dans leurs rapports annuels de 1982.

Note 3

Pour la raison qui est indiquée ci-dessus, le chiffre relatif au revenu des placements du portefeuille confié à la Bank of America, à la First National Bank of Chicago et à la Creditanstalt Bankverein, qui est indiqué au tableau ci-dessus, diffère de celui qui a été fourni par ces trois sociétés pour 1982.

V. ETATS FINANCIERS DU FONDS DU CAMP DE BAYSSARIEH
POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1982

FONDS DU CAMP DE BAYSSARIEH

Compte d'exploitation pour l'exercice terminé le
31 décembre 1982

(En dollars des Etats-Unis)

Contributions reçues :

Du Gouvernement libanais (5 millions de livres libanaises)	1 600 000
Du Gouvernement néerlandais (24 150 livres sterling et 50 000 florins)	<u>69 783</u>
	1 669 783

A ajouter :

Intérêts bancaires	<u>1 445 441</u>
	3 115 224

A déduire :

Dépenses effectuées	<u>170 424</u>
Solde disponible au 31 décembre	<u><u>2 944 800</u></u>

Pour la lecture des états financiers, se reporter aux notes explicatives, qui en font partie intégrante.

CERTIFIE EXACT

APPROUVE :

Le Contrôleur,

Le Commissaire général,

(Signé) George J. LATTURNER

(Signé) Olof RYDBECK

FONDS DU CAMP DE BAYSSARIEH

Actif et passif au 31 décembre 1982

(En dollars des Etats-Unis)

Actif

Disponible en banque 2 944 800
2 944 800

Passif

Solde disponible du Fonds d'exploitation 2 944 800
2 944 800

Pour la lecture des états financiers, se reporter aux notes explicatives, qui en font partie intégrante.

CERTIFIE EXACT

APPROUVE :

Le Contrôleur,

Le Commissaire général,

(Signé) George J. LATTURNER

(Signé) Olof RYDBECK

Notes explicatives concernant les états financiers du Fonds du Camp de Bayssarieh pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982

Note 1

Ce fonds spécial a été créé conformément à l'article 13.1 du règlement financier de l'Office afin de donner un cadre comptable et budgétaire aux activités de construction d'un camp de réfugiés à Bayssarieh (Liban).

Note 2

Les opérations se rapportant à ce projet ont effectivement débuté en 1977, à savoir la réception de contributions et les intérêts perçus sur les placements, bien qu'aucune dépense n'ait été engagée avant le 1er janvier 1978. Le compte d'exploitation soumis dans le présent rapport couvre donc toute la période allant de la mise en route du projet en 1977 jusqu'au 31 décembre 1982. Il convient de noter, toutefois, que ce projet est en suspens depuis trois ans. Aucune dépense n'a été engagée en 1980, 1981 et 1982.

VI. RECAPITULATION DES GRANDS PRINCIPES DE COMPTABILITE*

On a énuméré ci-après quelques-uns des grands principes de comptabilité de l'Office. Ces principes s'appliquent principalement au Fonds général, mais ils sont également valables pour la Caisse de prévoyance du personnel régional et pour le Fonds du Camp de Bayssarieh, le cas échéant.

a) Les comptes de l'Office sont tenus conformément au règlement financier de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies, tel qu'il a été arrêté par le Commissaire général en consultation avec le Secrétaire général et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

b) L'exercice financier utilisé par l'Office est l'année civile.

c) L'actif et le passif, ainsi que les recettes et les dépenses, sont normalement comptabilisés sur la base de l'exercice. La principale exception à ce principe tient à ce que les contributions autres que celles de gouvernements ou d'organismes des Nations Unies ne sont normalement comptabilisées que lorsque les sommes en espèces ou les contributions en nature ont été effectivement reçues (voir également l'alinéa e) ci-après).

d) Les comptes de l'Office sont tenus en dollars des Etats-Unis. Les opérations effectuées en d'autres monnaies sont converties en dollars des Etats-Unis au moment où elles ont lieu, aux taux de change établis par l'Office. A la fin de l'exercice financier, l'actif et le passif en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis sont convertis en dollars des Etats-Unis, aux taux de change de l'Office en vigueur.

e) Les biens de capital fixe de l'Office (à savoir les véhicules, le matériel, certains terrains et les bâtiments construits sur ces terrains) ne sont pas comptabilisés dans l'actif présenté dans l'état V du Fonds général. Leur coût a été entièrement imputé sur le budget de l'exercice au cours duquel les bâtiments sont construits et le matériel acheté (dépenses ou engagements). Un inventaire de ces biens de capital fixe est tenu à jour (voir la note 16 a) se rapportant aux états financiers du Fonds général pour une récapitulation de ces biens). Ne sont pas non plus comptabilisés dans l'actif présenté dans l'état V du Fonds général les bâtiments et les logements pour les réfugiés construits par l'Office sur des terrains appartenant à divers gouvernements ou à des particuliers. Toutefois, des inventaires appropriés sont également tenus à jour pour ces bâtiments et logements pour les réfugiés, qui seront vraisemblablement restitués aux propriétaires terriens intéressés, encore que cela soit moins certain dans le cas des logements pour les réfugiés (voir les notes 16 b) et c) se rapportant aux états financiers du Fonds général pour une récapitulation de ces biens).

* Se reporter également aux états financiers du Fonds général pour des indications supplémentaires sur certains principes de comptabilité.

f) Recettes accessoires :

- i) Les recettes nettes provenant des activités productrices de recettes sont comptabilisées dans les recettes accessoires;
- ii) Le remboursement des dépenses imputées sur le budget du même exercice financier est comptabilisé en regard du compte "dépenses" correspondant, mais les remboursements de dépenses relatives à des exercices financiers antérieurs sont comptabilisés comme recettes accessoires.

g) Les gains ou les pertes au change sont ajoutés aux recettes ou déduits de celles-ci.

Notes

1/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-sixième session, Supplément No 13 (A/36/13 et Corr.1), par. 208 à 211.

2/ Ibid., trente-cinquième session, Supplément No 13 (A/35/13), par. 168.

3/ Ibid., trente-septième session, Supplément No 5C (A/37/5/Add.3).

4/ Ibid., trente-sixième session, Supplément No 13 (A/36/13 et Corr.1), chap. III.

5/ Ibid., trente-septième session, Supplément No 13 (A/37/13), chap. IV.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب الى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何获取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经营处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
